

ANNEXE FISCALE N° 2 : DISPOSITIONS MODIFICATIVES DU CODE GENERAL DES IMPOTS

LIVRE PREMIER

ASSIETTE ET LIQUIDATION DE L'IMPÔT

PREMIERE PARTIE : IMPÔTS D'ETAT

TITRE PREMIER : IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES

CHAPITRE 1 : IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

SECTION I : DISPOSITIONS GENERALES

Sous-section 4 : Revenu global

I. Revenu brut global

Article 9 :

L'impôt sur le revenu est établi d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose le contribuable. Ce revenu net est déterminé eu égard aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, revenus des capitaux mobiliers dont il jouit ainsi qu'aux bénéfices de toutes opérations lucratives auxquelles il se livre.

Le revenu brut global annuel servant de base à l'impôt sur le revenu des personnes physiques est déterminé en totalisant les bénéfices ou revenus nets des professions industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, non commerciales et assimilées.

Les revenus autres que ceux visés à l'alinéa 2 du présent article font l'objet d'imposition et de prélèvements libératoires, conformément aux dispositions des articles 88, 89, 104, 116, 142 et 194 nouveau du présent Code.

N'entrent pas en compte pour la détermination des sommes passibles de l'impôt sur le revenu des personnes physiques :

- 1° les intérêts des bons du Trésor à échéance de trois ans au plus ou ceux dont l'exonération de l'impôt est accordée par décret ;
- 2° les lots, ainsi que les primes de remboursement attachés aux bons et obligations émis avec l'autorisation du ministre chargé des Finances ;
- 3° les lots de loteries organisées au Bénin.

III. Modalités d'imposition

Article 12 : Supprimé

SECTION II : DETERMINATION DES BENEFICES OU DES REVENUS NETS CATEGORIELS

Sous-section 1 : Bénéfices industriels, commerciaux, artisanaux et agricoles

II. Détermination du résultat imposable

A. Principe général

Article 21 :

1 à 3 : Sans changement

4- Le bénéfice est établi sous déduction de toutes charges remplissant les conditions suivantes :

a. Sans changement

b. Sans changement ;

c. être appuyées de factures normalisées justificatives ou de documents en tenant lieu, émis dans les conditions fixées par l'article 262 bis du Code général des impôts, sous réserve des dérogations expresse accordées pour certaines activités par le Directeur Général des Impôts.

d. Sans changement

e. Sans changement

f. Sans changement

g. Sans changement

5- Les charges visées au point 4 ci-dessus comprennent notamment :

a à g : sans changement

h : sans changement

h 1 à h 2 : sans changement

h3 : Les taux d'amortissements généralement admis par l'Administration sont fixés par arrêté du Ministre en charge des Finances.

Le reste sans changement.

IV. Obligation des contribuables

Article 34 :

Points 1 à 3 : Sans changement

Point 4 : Les entreprises qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises établies hors du Bénin au sens de l'alinéa 5 de l'article 37 et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes ou l'actif brut est supérieur ou égal à un milliard (1.000.000.000) de francs sont tenues de souscrire, par voie électronique, une déclaration annuelle des prix de transfert dans le délai prévu à l'article 33 du présent Code.

Le contenu et le format de cette déclaration sont fixés par arrêté du ministre chargé des Finances.

Article 37 :

Pour l'établissement de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés dû par les entreprises qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises situées hors du Bénin au sens de l'alinéa 5 du présent article, les bénéfices indirectement transférés à ces dernières, soit par la majoration ou la diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen, sont incorporés aux résultats accusés par les comptabilités.

Les bénéfices indirectement transférés sont déterminés par comparaison avec ceux qui auraient été réalisés en l'absence de lien de dépendance ou de contrôle.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent également pour la détermination du bénéfice imposable au Bénin d'une personne morale exerçant son activité à la fois au Bénin et à l'étranger. Toutefois, pour déterminer le bénéfice d'un établissement stable au Bénin d'une personne morale étrangère, aucune déduction n'est admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant, payées ou dues, à d'autres titres que le remboursement de frais encourus, par l'établissement stable au siège central de la personne morale ou à l'un quelconque de ses bureaux, comme redevances, honoraires ou autres paiements similaires, pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commissions pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme intérêts sur des sommes prêtées à l'établissement stable.

La condition de dépendance ou de contrôle mentionnée à l'alinéa premier n'est pas exigée lorsque le transfert s'effectue avec des entreprises établies dans un Etat étranger ou dans un territoire situé hors du Bénin dont le régime fiscal est privilégié, au sens de l'article 37 bis du présent Code.

Des liens de dépendance ou de contrôle sont réputés exister entre deux (2) entreprises :

- a) lorsque l'une détient, directement ou par personne interposée, la majorité du*

capital social ou des droits de vote de l'autre ou y exerce en fait le pouvoir de décision ;

b) lorsqu'elles sont placées l'une et l'autre, dans les conditions définies au a), sous le contrôle d'une même entreprise ou d'une même personne.

En l'absence de réponse à la demande faite au contribuable en application de l'article 1085 ter 2 ou en cas d'absence de production ou de production partielle de la documentation prévue à l'article 1085 ter 2 bis du présent Code, les bases d'imposition concernées par la demande ou la mise en demeure sont évaluées par l'Administration à partir des éléments dont elle dispose.

Article 37 bis :

Les intérêts, arrérages et autres produits des obligations, créances, dépôts et cautionnements, les redevances de cession ou concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, de marques de fabrique, procédés ou formules de fabrication et autres droits analogues ou les rémunérations de services, payés ou dus par une personne physique ou morale domiciliée ou établie au Bénin à des personnes physiques ou morales qui sont domiciliées ou établies dans un Etat étranger ou un territoire situé hors du Bénin et y sont soumises à un régime fiscal privilégié, ne sont admis comme charges déductibles pour l'établissement de l'impôt que si le débiteur apporte la preuve que les dépenses correspondent à des opérations réelles et qu'elles ne présentent pas un caractère anormal ou exagéré.

Pour l'application du premier alinéa, les personnes sont considérées comme soumises à un régime fiscal privilégié dans l'Etat ou le territoire considéré si elles n'y sont pas imposables ou si elles y sont assujetties à des impôts sur les bénéfices ou sur les revenus dont le montant est inférieur de plus de la moitié à celui de l'impôt sur les bénéfices ou sur les revenus dont elles auraient été redevables dans les conditions de droit commun au Bénin, si elles y avaient été domiciliées ou établies.

SOUS-SECTION 4 : REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS

I. REVENUS DES VALEURS MOBILIERES

D. Tarif de l'impôt

Article 88 :

L'impôt est calculé par application à la base d'imposition d'un taux de 15%.

Le reste sans changement.

II. REVENUS DES CREANCES, DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS

3. Tarif de l'impôt

Article 104 :

L'impôt est calculé par application à la base d'imposition d'un taux de 15%.

SOUS-SECTION 5 : REVENUS FONCIERS

I. CHAMP D'APPLICATION

C. Détermination du revenu imposable

Article 114 :

Points 1 à 2 : sans changement.

Point 3 : Lorsque le propriétaire n'occupe pas personnellement le logement mais le met gratuitement à la disposition d'un tiers sans y être tenu par une obligation légale, le revenu en nature correspondant est compris dans la base imposable. Ce revenu est évalué conformément aux dispositions de l'article 996 nouveau 3 bis du présent Code.

Taux de l'impôt

Article 116 :

Les taux applicables au montant brut des loyers sont fixés comme suit :

- 15 % pour les loyers annuels inférieurs ou égaux à trois millions (3.000.000) de francs ;
- 25 % pour les loyers annuels supérieurs à trois millions (3.000.000) de francs.

L'impôt résultant de l'application des taux ci-dessus est majoré de quatre mille (4 000) francs, au profit de l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin.

Ces prélèvements sont portés distinctement sur le même avis d'imposition que la taxe foncière unique.

SECTION III : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Sous-section 1 : Evaluation forfaitaire minimale du revenu imposable d'après les éléments de train de vie

Article 122 :

Alinéa 1 : sans changement

Alinéa 2 : Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables aux personnes domiciliées au Bénin qui ne déclarent aucun revenu nonobstant le caractère ostentatoire de leur train de vie.

Article 123 :

Les éléments dont il est fait état à l'article 122 du présent Code pour le calcul du revenu minimum sont ceux dont le contribuable a disposé pendant l'année dont les revenus sont imposés.

Le reste sans changement.

SECTION VI : CALCUL DE L'IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

Article 136 :

Pour le calcul de l'impôt, le revenu imposable est arrondi au millier de franc inférieur.

Le barème à taux progressifs applicable au revenu net imposable est fixé comme suit :

- 30% pour la tranche de revenu allant de 0 à 10.000.000 de francs ;*
- 35% pour la tranche de revenu supérieur à 10. 000. 000 de francs et inférieur ou égal à 20.000.000 de francs ;*
- 40% pour la tranche supérieure à 20.000.000 de francs.*

L'impôt résultant de l'application du barème ci-dessus est majoré de quatre mille (4 000) francs, au profit de l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin, payable lors du versement de l'acompte du 10 mars prévu à l'article 1120 du présent Code.

I- Impôt minimum

Article 137 :

Le montant de l'impôt résultant de l'application du barème ne peut en aucun cas être inférieur à un minimum, déterminé suivant chaque catégorie de revenu ainsi qu'il suit :

1- le montant de l'impôt sur le revenu des contribuables réalisant des revenus industriels, commerciaux et non commerciaux, artisanaux et agricoles ne peut être inférieur à 1% des produits encaissables. Ce montant ne peut en aucun cas être inférieur à deux cent cinquante mille (250 000) francs.

Toutefois, en ce qui concerne les contribuables réalisant des revenus non commerciaux n'ayant pas opté pour la comptabilité d'engagement, le montant de l'impôt ne peut être inférieur à 1% des produits encaissés. Ce montant ne peut en aucun cas être inférieur à deux cent cinquante mille (250 000) francs.

2- Pour les gérants de stations-service, le montant de l'impôt ne peut, nonobstant les dispositions prévues au 1 ci-dessus, être inférieur à celui obtenu par application d'un taux unique de 0,60 franc par litre au volume des produits pétroliers vendus. Ce montant ne peut en aucun cas être inférieur à deux cent cinquante mille (250.000) francs. Ces dispositions sont applicables aux distributeurs non importateurs de produits pétroliers, s'approvisionnant auprès des entreprises importatrices agréées, et pratiquant les prix homologués au même titre que les stations-services.

3- Supprimé.

II- Barème à taux progressifs

Article 138 : Supprimé

Article 139 : Supprimé

III- Dispositions particulières à certains contribuables

2. Adhérents des centres de gestion agréés

Article 141 :

Pour les contribuables adhérents des centres de gestion agréés, le résultat issu de l'application des tarifs fixés à l'article 136 ci-dessus est réduit de 40% pendant quatre (4) années à compter de celle de leur adhésion.

Le reste sans changement.

3. Titulaires de revenus salariaux

Article 142 :

1- En ce qui concerne les contribuables disposant de traitements, salaires ou revenus assimilés, l'impôt est calculé par application à la base d'imposition des taux progressifs suivants :

- 0 % pour la tranche inférieure ou égale à 50.000 francs ;
- 10 % pour la tranche comprise entre 50.001 et 130.000 francs ;
- 15 % pour la tranche comprise entre 130.001 et 280.000 francs ;
- 20 % pour la tranche comprise entre 280.001 et 530.000 francs ;
- 30 % pour la tranche supérieure à 530.000 francs.

Un mécanisme de réduction d'impôt est prévu pour tenir compte du nombre d'enfants à la charge du chef de famille.

La qualité de chef de famille, considéré comme ayant les enfants à charge, appartient généralement au mari. Elle est attribuée à l'épouse ou à l'une des épouses, si celle-ci justifie de la garde effective des enfants.

2 - Sont considérés comme étant à la charge du contribuable, à la condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier, ses enfants ou ceux adoptés légalement qui ne sont pas âgés de plus de vingt-et-un (21) ans, ou de plus de vingt-cinq (25) ans, s'ils justifient de la poursuite de leurs études ou s'ils sont infirmes, sans condition d'âge.

Les taux de réduction d'impôts pour charge de famille se présentent comme ci-après :

- 0 % pour les contribuables ayant un enfant à charge ;
- 5 % pour les contribuables ayant deux enfants à charge ;
- 10 % pour les contribuables ayant trois enfants à charge ;
- 15 % pour les contribuables ayant quatre enfants à charge ;
- 20 % pour les contribuables ayant cinq enfants à charge ;
- 23 % pour les contribuables ayant six enfants et plus à charge.

3- L'impôt résultant de l'application du barème ci-dessus est majoré d'un prélèvement, au profit de l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin à raison de :

- 1 000 francs sur le salaire du mois de mars ;
- 3 000 francs sur le salaire du mois de juin.

Les salariés dont le montant du revenu imposable n'excède pas la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu salarial sont exonérés du prélèvement de 3 000 francs.

Article 143 : Supprimé

4. Contribuable ne disposant que de revenus fonciers inférieur ou égal à trois millions (3 000 000) de francs CFA

Article 143 bis : Supprimé

CHAPITRE II : IMPOTS SUR LES SOCIETES

SECTION I : CHAMP D'APPLICATION

III. Territorialité

Article 147 :

Alinéa 1: Sans changement

Alinéa 2 : L'exploitation d'une entreprise s'entend de l'exercice habituel d'une activité commerciale qui peut soit s'effectuer dans le cadre d'un établissement, c'est-à-dire d'une installation stable possédant une autonomie propre, soit être réalisée par l'intermédiaire de représentants ayant ou non de personnalité juridique distincte, soit résulter de la réalisation d'opérations formant un cycle commercial complet.

SECTION III : ETABLISSEMENT DE L'IMPOSITION

II- CALCUL DE L'IMPOT

Article 156

Alinéas 1 à 3 : Sans changement

Alinéa 4 :

Cependant :

1°- pour les activités autres que celles visées au 2° ci-dessous du présent article et pour les contribuables assujettis à l'impôt selon le régime du bénéfice réel, le montant annuel de l'impôt ne peut être inférieur à celui obtenu par application aux produits encaissables des taux de :

- 0,75% pour les personnes morales ayant une activité industrielle ;*
- 1% pour les entreprises minières et les personnes morales autres que les industries. Dans tous les cas, l'impôt ne peut être inférieur à deux cent cinquante mille (250 000) francs.*

2° - sans changement

3° - Pour les stations-service, le montant annuel de l'impôt ne peut, nonobstant les dispositions prévues au 1 ci-dessus, être inférieur à celui obtenu par application d'un taux unique de 0,60 franc par litre au volume des produits pétroliers vendus.

Dans tous les cas, l'impôt ne peut être inférieur à deux cent cinquante mille (250.000) francs. Ces dispositions sont applicables aux distributeurs non importateurs de produits pétroliers, s'approvisionnant auprès des entreprises importatrices agréées, et pratiquant les prix

homologués au même titre que les stations-services.

4°- Le montant de l'impôt est majoré de quatre mille (4 000) francs, au profit de l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin, payable lors du versement de l'acompte du 10 mars prévu à l'article 1120 du présent Code.

5°- Les personnes morales bénéficient des avantages fiscaux dans les conditions prévues au point 1 de l'article 141 du présent Code.

SECTION IV : OBLIGATIONS DES PERSONNES MORALES

II- Immatriculation et modification des statuts

Article 158 :

1- Les sociétés, collectivités et autres personnes morales visées aux articles 145 et 153 du présent Code sont tenues, lors de leur création, de souscrire une demande aux fins d'immatriculation à l'Identifiant Fiscal Unique et de joindre à leur demande un plan de localisation.

2- Sans changement

Le reste sans changement.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS COMMUNES AUX IMPOTS VISES AUX CHAPITRES PREMIER ET DEUXIEME

SECTION I BIS : OBLIGATION DE DELIVRANCE DE FACTURES NORMALISEES

Article 162 bis :

Sauf dérogation expresse accordée par le Directeur Général des Impôts, toute opération effectuée par les personnes physiques, les sociétés et par autres personnes morales citées à l'article 145 du présent code, soumises à l'impôt sur le revenu notamment à l'Impôt sur le revenu des Personnes Physiques ou à l'Impôt sur les Sociétés, doit faire l'objet d'une facture normalisée.

Les modalités de certification des machines électroniques, notamment les obligations incombant aux entreprises ainsi qu'aux importateurs sont fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances.

La facture normalisée est une facture ou un document en tenant lieu : marché, feuilles d'honoraire, décomptes, acomptes etc., émise et transmise par une machine électronique certifiée de facturation.

Les machines électroniques sont soumises à la procédure de certification par la Direction Générale des Impôts.

Les factures normalisées doivent porter les mentions obligatoires énumérées à l'article 256 du CGI.

SECTION V : REMBOURSEMENT PAR CREDIT D'IMPOT DES FRAIS D'ACQUISITION DES MACHINES ELECTRONIQUES CERTIFIEES DE FACTURATION

Article 167 ter :

Les personnes physiques ou morales qui ont mis en place un système électronique de facturation et acquis des Machines Electroniques Certifiées de Facturation, bénéficient sur demande adressée au Directeur Général des Impôts, d'un remboursement forfaitaire des frais d'acquisition des machines.

Le montant du remboursement par machine électronique certifiée de facturation est fixé par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Le remboursement étalé sur trois années est accordé sur la base du rapport annuel d'utilisation effective de la machine électronique certifiée de facturation sous forme de crédit imputable sur l'impôt sur le revenu.

Le montant du crédit remboursé par année d'utilisation des machines électroniques certifiées de facturation est déterminé comme suit :

- ✓ 25% au titre de la première année ;
- ✓ 25% au titre de la deuxième année ;
- ✓ 50% au titre de la troisième année.

Un certificat de crédit d'impôt est délivré chaque année à l'entreprise suivant la procédure des régimes d'exception.

CHAPITRE IV : LES RETENUES A LA SOURCE

SECTION I : ACOMPTE SUR IMPÔT ASSIS SUR LES BENEFICES

I. Champ d'application

Article 168 :

Il est institué un acompte sur impôt assis sur les bénéfices (AIB) exigible sur :

- 1- Sans changement*
- 2- Sans changement*
- 3- tous les paiements faits aux fournisseurs de travaux et de biens et aux prestataires de services par les organismes de l'Etat et les entreprises publiques et semi-publiques ;*
- 4- Sans changement.*

III. Calcul du prélèvement et imputation

Article 170 :

L'acompte sur impôt assis sur les bénéfices est de :

1- Au cordon douanier :

- 1% de la valeur en douane majorée de l'ensemble des droits et taxes exigibles, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les importations de marchandises réalisées par les entreprises à risque faible ;*
- 3% de la valeur en douane majorée de l'ensemble des droits et taxes exigibles, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les importations de marchandises réalisées par les entreprises à risque moyen ;*
- 5% de la valeur en douane majorée de l'ensemble des droits et taxes exigibles, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les importations de marchandises réalisées par les entreprises à risque élevé.*

2- En régime intérieur :

- 1% du prix toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les achats commerciaux et les prestations de services réalisés par les entreprises immatriculées à l'Identifiant Fiscal Unique ;*
- 5% du prix toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les achats commerciaux et les prestations de services réalisés par les entreprises non immatriculées à l'Identifiant Fiscal Unique.*
- 5% du prix toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les prestataires relevant des professions libérales, qu'ils soient immatriculés ou non à l'Identifiant Fiscal Unique.*

Nonobstant les dispositions ci-dessus, l'acompte sur impôt assis sur les bénéfices est de :

- 1% du prix toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les fournitures de travaux, de biens et de services à l'Etat, réalisées par les entreprises à risque faible ;
- 3% du prix toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les fournitures de travaux, de biens et de services à l'Etat, réalisées par les entreprises à risque moyen ;
- 5% du prix toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les fournitures de travaux, de biens et de services à l'Etat, réalisées par les entreprises à risque élevé ;

Pour l'application des dispositions ci-dessus, sont considérées comme entreprises à risque faible, celles qui sont dûment localisées, à jour de leurs obligations fiscales et remplissent les critères cumulatifs ci-après :

- appartenir, depuis au moins un (01) an, au portefeuille de la Direction des Grandes Entreprises ;
- ne pas avoir d'arriérés fiscaux, y compris dans le cadre d'un contentieux fiscal.

Sont considérées comme entreprises à risque moyen, celles qui sont dûment localisées, à jour de leurs obligations fiscales et remplissent les critères cumulatifs ci-après :

- appartenir au portefeuille de la Direction des Grandes Entreprises ou d'un Centre des Impôts des Moyennes Entreprises ;
- ne pas avoir d'arriérés fiscaux.

Sont considérées comme entreprises à risque élevé, celles n'appartenant à aucune des catégories ci-dessus.

Les listes des entreprises jugées à risque faible et moyen sont publiées par le Directeur Général des impôts.

IV. Obligations et sanctions

Article 172 :

Les contribuables réalisant des ventes ou des prestations de services entrant dans le champ d'application de l'acompte sur impôt assis sur les bénéfices sont tenus de

délivrer à leurs clients une facture normalisée mentionnant distinctement le montant de la retenue exigible, sous réserve des dérogations expresse accordées pour certaines activités par le Directeur Général des Impôts.

V. Obligation de facturation

Article 175 : Supprimé.

SECTION I BIS : RETENUE SUR LES PAIEMENTS EFFECTUES PAR LES ASSOCIATIONS ET ORGANISMES DIVERS

Article 175 bis :

Les organisations non gouvernementales, les associations et organismes à but non lucratif nationaux et internationaux, les organismes d'aide au développement ainsi que les missions diplomatiques qui paient des sommes en rémunérations des prestations de services reçues ou financées par eux sont tenus d'effectuer une retenue égale à :

1^{er} et 2^e tirets : sans changement

3^e tiret : 5% du prix toutes taxes comprises, à l'exception de la TVA, en ce qui concerne les prestataires relevant des professions libérales, qu'ils soient immatriculés ou non à l'Identifiant Fiscal Unique.

SECTION IV : RETENUE A LA SOURCE SUR LES REVENUS FONCIERS

Article 183 :

Une retenue à la source sur le montant brut des loyers doit être effectuée par les locataires personnes physiques et morales, et reversée dans les conditions ci-après :

- 15 % pour les loyers annuels inférieurs ou égaux à trois millions de francs CFA ;
- 25 % pour les loyers annuels supérieurs à trois millions de francs CFA.

Le reste sans changement

TITRE II : IMPOTS INDIRECTS

CHAPITRE PREMIER : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

SECTION VI : REGIME DES DEDUCTIONS

C. CONDITIONS ET MODALITES D'EXERCICE DU DROIT A DEDUCTION

Article 236 :

a) Le droit à déduction s'exerce dans les conditions et modalités suivantes :

Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée dont la déduction est demandée doit être mentionné sur une facture normalisée ou un document en tenant lieu dans les conditions fixées par l'article 256 du Code Général des Impôts.

Le reste sans changement

b : sans changement

c : sans changement

SECTION VII : REMBOURSEMENT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE**Article 245 nouveau :**

La demande de remboursement accompagnée d'un exemplaire des documents portant TVA déductible, des déclarations d'exportation, des titres d'exportation dûment signés des responsables de la banque domiciliataire des sommes provenant des ventes à l'étranger et du bureau des douanes ayant constaté le franchissement des marchandises, de la facture d'acquisition de biens d'investissement ou de toutes pièces justificatives, est adressée au Directeur Général des Impôts. Elle peut être introduite par voie électronique.

Le reste sans changement.

Article 246 nouveau :

Alinéa 1 : Les demandes de remboursement de la TVA doivent être instruites dans le délai d'un (01) mois à compter de leur date de réception.

Alinéas 2 à 4 : sans changement

Alinéa 5 : Les remboursements de crédits de TVA s'effectuent suivant le degré de civisme des contribuables demandeurs, classés en entreprises à risque faible, à risque moyen et à risque élevé :

- pour les entreprises à risque faible, les remboursements se font automatiquement pour le montant demandé sans que ne soit mise en œuvre une procédure de validation préalable. La simple introduction d'une demande complète donne lieu à la mise en œuvre directe de la procédure de remboursement ;*

- pour les entreprises à risque moyen, les remboursements se font au terme d'une procédure de contrôle de validation des crédits ;
- pour les entreprises à risque élevé, les remboursements ne peuvent intervenir qu'au terme d'une procédure de vérification générale de comptabilité.

Alinéa 6 : Au sens de l'alinéa 5 ci-dessus :

1- Sont considérées comme entreprises à risque faible, celles qui sont dûment localisées, à jour de leurs obligations fiscales et remplissent à la date d'introduction de leur demande, les critères cumulatifs ci-après :

- appartenir, depuis au moins un (1) an, au portefeuille de la Direction des Grandes Entreprises ;
- ne pas avoir d'arriérés fiscaux, y compris dans le cadre d'un contentieux fiscal ;
- n'avoir enregistré aucune remise en cause, à la suite d'un contrôle fiscal, des remboursements dont elle a bénéficié sur les trois (03) dernières années.

2- Sont considérées comme entreprises à risque moyen, celles qui sont dûment localisées, à jour de leurs obligations fiscales et remplissent à la date d'introduction de leur demande, les critères cumulatifs ci-après :

- appartenir au portefeuille de la Direction des Grandes Entreprises ou d'un Centre des Impôts des Moyennes Entreprises ;
- ne pas avoir d'arriérés fiscaux ;
- n'avoir enregistré aucune remise en cause des remboursements de crédits de TVA dont elle a bénéficié sur un exercice fiscal des suites d'un contrôle.

3- Sont considérées comme entreprises à risque élevé, celles n'appartenant à aucune des catégories ci-dessus.

Les listes des entreprises jugées à risque faible et moyen sont publiées par le Directeur Général des impôts.

Alinéa 7 : Les entreprises à risque faible ayant bénéficié d'un remboursement automatique font l'objet d'un contrôle a posteriori de validation de leurs crédits. Ce contrôle a posteriori peut prendre la forme d'une vérification générale de comptabilité, d'un contrôle ponctuel ou d'un contrôle sur pièces.

Alinéa 8 : Les entreprises à risque moyen ayant bénéficié de remboursement après contrôle de validation peuvent faire l'objet d'une vérification générale de comptabilité.

Alinéa 9 : Sans préjudice du déclassement des contribuables visés ci-dessus, les redressements fiscaux en matière de TVA effectués à l'occasion des contrôles a posteriori des contribuables à risque faible ou à risque moyen, ayant bénéficié de remboursement de crédits, donnent lieu à l'application de l'amende prévue à l'article 1096 ter b.3 du Code Général des Impôts, sans possibilité de remise gracieuse.

SECTION VIII : OBLIGATIONS DES REDEVABLES

Article 251 :

Tout assujetti, même occasionnel à la taxe sur la valeur ajoutée, doit souscrire une demande aux fins d'immatriculation au début de ses activités, et joindre à sa demande un plan de localisation.

Toute modification substantielle affectant l'exploitation (changement de dirigeant, modification du capital, cession, cessation, fusion, scission), et/ou le lieu d'exercice de l'activité fera l'objet d'une déclaration dans les trente (30) jours suivant cette modification.

Article 256 :

Toute opération réalisée par un redevable doit faire l'objet d'une facture normalisée ou d'un document en tenant lieu : décompte de travaux, feuilles d'honoraires, acomptes, etc.

La facture normalisée ou tout document en tenant lieu est émise et transmise par une machine électronique certifiée de facturation.

Les redevables de la TVA sont tenus de mettre en place un système de facturation électronique soumis à une procédure de certification par la Direction Générale des Impôts.

Les modalités de certification des machines électroniques certifiées de facturation, notamment les obligations incombant aux entreprises ainsi qu'aux importateurs, sont fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Les factures normalisées ou documents en tenant lieu doivent obligatoirement faire apparaître :

- ~ l'Identifiant Fiscal Unique (IFU) du fournisseur ;*
- ~ le numéro d'ordre et la date de la facturation ;*
- ~ les nom ou raison sociale, adresse et numéro d'immatriculation au registre du commerce du fournisseur ou son numéro d'inscription au tableau de l'ordre, de la chambre professionnelle ou numéro d'enregistrement de l'organisme ;*

- ~ le nom ou la raison sociale, l'adresse et le numéro IFU du client ;
- ~ la nature et l'objet de la transaction ;
- ~ la quantité et la désignation précise unitaire des biens et services vendus ;
- ~ le prix unitaire et global ;
- ~ le prix hors taxe sur la valeur ajoutée ;
- ~ le taux et le montant de la taxe due ;
- ~ le cas échéant la mention "exonéré" ;
- ~ le montant total dû par le client ;
- ~ le numéro d'identification de la machine électronique certifiée de facturation ;
- ~ la signature et le code électronique.

CHAPITRE III : TAXE SUR LES TABACS ET CIGARETTES

Article 257 bis nouveau à 260 bis nouveau : Supprimés

CHAPITRE IV : TAXE SUR LES BOISSONS

Articles 261 bis nouveau à 265 bis nouveau : Supprimés

CHAPITRE V : TAXE SUR LA FARINE DE BLE

Articles 266 bis nouveau à 270 bis nouveau : Supprimés

CHAPITRE VI : TAXE SUR LES PRODUITS DE PARFUMERIE ET COSMETIQUES

Articles 271 bis nouveau à 275 nouveau : Supprimés

CHAPITRE VII : TAXE SUR LES HUILES ET CORPS GRAS ALIMENTAIRES

Articles 276 nouveau à 280 nouveau : Supprimés

CHAPITRE VII BIS : TAXE SUR LE CAFE

Articles 280 nouveau-1 à 280 nouveau-5 : Supprimés

CHAPITRE VII QUATER : TAXE SUR LES SACHETS EN MATIERE PLASTIQUE

Articles 280 nouveau-12 à 280 nouveau-16 : Supprimés

CHAPITRE VII QUINQUIES : TAXE SUR LE THE

Articles 280 nouveau-17 à 280 nouveau-21 : Supprimés

CHAPITRE VII SEXIES : TAXE SUR LE MARBRE

Articles 280 nouveau-22 à 280 nouveau-26 : Supprimés

CHAPITRE VII SEPTIES : TAXE SUR LES LINGOTS D'OR

Articles 280 nouveau-27 à 280 nouveau-31 : Supprimés

CHAPITRE VII OCTIES : TAXE SUR LES PIERRES PRECIEUSES

Articles 280 nouveau-32 à 280 nouveau-36 : Supprimés

CHAPITRE VII NOVIES : TAXE SUR LES PRODUITS SPECIFIQUES

Article 280 nouveau-37 :

Il est institué une taxe sur les produits spécifiques. Cette taxe est applicable aux produits spécifiques importés ou fabriqués au Bénin et livrés à la consommation intérieure.

Elle frappe toutes importations ou cessions de produits spécifiques effectuées à titre onéreux ou à titre gratuit et réalisées en droit ou en fait aux conditions de livraison au Bénin. Sont assimilés à des cessions, les prélèvements effectués par le producteur pour ses besoins propres ou l'affectation à la consommation.

Article 280 nouveau-38 :

Le fait générateur de la taxe est constitué :

- pour les importations, par la mise à la consommation au sens douanier du terme ;*
- pour la production, par la première cession réalisée dans les conditions définies ci-dessus.*

Article 280 nouveau-39 :

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

Produits	Taux
Cigarettes, cigares, cigarillos, tabac à fumer et autres succédanés de tabacs	100%
Produits de parfumerie et cosmétiques	10%
Sachets en matière plastique	5%
Marbre, lingots d'or et pierres précieuses	10%

Boissons	Boissons non alcoolisées à l'exception de l'eau non gazéifiée	7 %
	Eau minérale importée	10%
	Jus de fruits importé	10%
	Boissons non alcoolisées énergisantes	20 %
	Boissons alcoolisées que sont les bières et cidres	20 %
	Vins	40 %
	Liqueurs et champagnes	45 %
Farine de blé		1 %
Pâtes alimentaires importées		5%
Huiles et corps gras alimentaires	Préparations pour soupe ou Bouillons préparés	10 %
	Huiles et autres corps gras alimentaires	1 %
Café		10 %
Thé		10 %

Il est appliqué :

- à l'importation, à la valeur en douane majorée des droits et taxes perçus à l'entrée, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- en régime intérieur, au prix de vente sortie-usine, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Lorsqu'une entreprise vendeuse et une entreprise acheteuse sont, quelle que soit leur forme juridique, dans la dépendance l'une de l'autre, la taxe spéciale ad valorem due par la première doit être assise non sur la valeur des livraisons qu'elle effectue à la seconde, mais sur le prix de vente pratiqué par cette dernière.

Article 280 nouveau-40 :

La taxe est perçue au cordon douanier par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects pour le compte de la Direction Générale des Impôts. A l'intérieur, la taxe est collectée et reversée par le producteur.

Article 280 nouveau-41 :

Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre premier relatif à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le montant de la taxe spécifique appliqué aux tabacs et cigarettes, est affecté à raison de :

- 80% pour le Trésor public ;
- 20% pour la promotion du sport.

CHAPITRE IX : TAXES RADIOPHONIQUE ET TELEVISUELLE INTERIEURES

Articles 290 à 293 : supprimés

TITRE III : DROITS D'ENREGISTREMENT, DE TIMBRE ET DE PUBLICITE FONCIERE ET

HYPOTHECAIRE

TAXE UNIQUE SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE

TAXE DE PLUS-VALUE IMMOBILIERE

SOUS-TITRE II : DROITS D'ENREGISTREMENT

(Exemptions : Voir sous/titre IV)

CHAPITRE PREMIER :

DE L'ENREGISTREMENT, DES DROITS ET DE LEUR APPLICATION

Les droits proportionnels

Article 326 :

Le droit proportionnel est établi pour les transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles entre vifs, les condamnations de sommes et valeurs, ainsi que pour les partages de biens meubles ou immeubles, les marchés et les contrats de prestations de services.

Les quotités du droit proportionnel et du droit progressif sont fixées par les articles 550 et suivants de la présente codification.

Ces droits sont assis sur les valeurs.

Territorialité de l'impôt

Article 327 :

Sauf dispositions formelles du présent Code en sens contraire, il est fait application du principe de la territorialité de l'impôt.

En conséquence, le droit proportionnel visé au premier alinéa de l'article qui précède n'est pas applicable au Bénin aux mutations de propriété ou de jouissance, à titre gratuit ou à titre onéreux, lorsque ces mutations portent sur des immeubles ou fonds de commerce ayant leur assiette matérielle hors du territoire de la République du Bénin.

Mutations simultanées de meubles et immeubles

Prix uniques

Article 340 nouveau :

Lorsqu'un acte translatif de propriété ou d'usufruit comprend des meubles et des immeubles, le droit d'enregistrement est perçu sur la totalité du prix, au taux réglé pour les immeubles, à moins qu'il ne soit stipulé un prix particulier pour les objets mobiliers et que ces derniers ne soient désignés et estimés article par article dans le contrat.

CHAPITRE II :
DES VALEURS SUR LESQUELLES
EST ASSIS LE DROIT PROPORTIONNEL

Échanges d'immeubles

Article 351 nouveau :

Pour la liquidation et le paiement des droits sur les échanges, les immeubles, quelle que soit leur nature, sont estimés d'après leur valeur vénale réelle à la date de la transmission ou d'après la valeur estimative des parties.

Néanmoins, si, dans les deux années qui auront précédé ou suivi l'acte d'échange, les immeubles transmis ont fait l'objet d'une adjudication, soit par autorité de justice, soit volontaire avec admission des étrangers, les droits exigibles ne pourront être calculés sur une somme inférieure au prix de l'adjudication en y ajoutant toutes les charges en capital, à moins qu'il ne soit justifié que la consistance des immeubles a subi, dans l'intervalle, des transformations susceptibles d'en modifier la valeur.

CHAPITRE V :
DU PAYEMENT DES DROITS ET DE CEUX QUI DOIVENT LES ACQUITTER

PAYEMENT DES DROITS AVANT L'ENREGISTREMENT

Ventes de maisons d'habitation

Fractionnement des droits

Article 396 nouveau :

–1. Lorsque le prix de vente d'un immeuble bâti à usage principal d'habitation, (c'est-à-dire dont les trois quarts au moins de la superficie développée des bâtiments sont à usage d'habitation) a été stipulé payable par annuités, la perception du droit de mutation peut, sur la demande des parties, être effectuée en plusieurs fractions égales sans que le nombre de ces fractions puisse excéder celui des annuités prévues au contrat, ni être supérieur à six.

Le paiement de la première fraction du droit a lieu au moment où le contrat est enregistré ; les autres fractions sont exigibles d'année en année et sont acquittées dans le trimestre qui suit l'échéance de chaque année, de manière que la totalité du droit soit acquittée dans l'espace de cinq ans et trois mois au maximum à partir du jour de l'enregistrement du contrat.

Dans le cas où, par anticipation, l'acquéreur se libérerait entièrement de son prix avant le paiement intégral du droit, la portion restant due deviendrait exigible dans les trois mois du règlement définitif, si ce dernier intervient avant le délai maximum de cinq ans résultant des dispositions précédentes.

La totalité du droit deviendra également exigible immédiatement dans le cas de revente de l'immeuble.

-2. L'enregistrement des actes visés au présent article est effectué dans les délais fixés et, le cas échéant, sous les peines édictées par la présente codification. Tout retard dans le paiement de la seconde fraction ou des fractions subséquentes des droits rend immédiatement exigible la totalité des sommes restant dues au Trésor.

Au cas où le service ne poursuivrait pas l'exigibilité immédiate de la totalité des sommes restant dues, les versements en retard seraient majorés d'un intérêt de 1% par mois, tout mois commencé comptant pour un mois entier.

Si la vente est résolue avant le paiement complet des droits, les termes acquittés ou échus depuis plus de trois (03) mois demeurent acquis au Trésor, les autres tombent en non-valeur.

La résolution volontaire ou judiciaire de contrat ne donne ouverture qu'au droit fixe des actes innomés.

3. Le bénéfice du présent article ne sera accordé que s'il est demandé dans l'acte même, qui devra contenir en outre, constitution d'hypothèque au profit de l'Administration, avec réquisition d'inscription au moment même de l'inscription de la mutation. L'inspecteur de l'Enregistrement qui a enregistré l'acte a qualité pour donner mainlevée de l'hypothèque ainsi consentie, soit après paiement complet des droits, soit après paiement des seules fractions échues.

CHAPITRE VI :

DES PEINES POUR DEFAUT D'ENREGISTREMENT DES ACTES ET

DECLARATIONS DANS LES DELAIS

Actes sous-seing privés et mutations verbales

Article 409 bis :

A défaut d'enregistrement dans un délai d'un (01) mois des actes visés aux articles 540 bis et 596 du présent code et soumis à la formalité gratis, il est perçu une amende de 100 000 francs; cette amende est majorée de 50 000 francs par mois ou fraction de mois de retard à partir du quatrième mois à compter de la date de signature de ces actes. En aucun cas, l'amende ne peut excéder 500 000 francs.

Lorsque les actes visés aux articles 802 et 890 du présent Code sont présentés hors délai, il est perçu avant leur enregistrement une amende de 10 000 francs.

CHAPITRE XI

DE LA FIXATION DES DROITS

Section II

Droits proportionnels

BAUX

Article 559 nouveau :

Toute cession d'un droit à un bail ou du bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble quelle que soit la forme qui lui est donnée par les parties, qu'elle soit qualifiée de cession de pas-de-porte, indemnité de départ ou autrement, est soumise à un droit d'enregistrement de 5%.

Ce droit est perçu sur le montant de la somme ou indemnité stipulée par le cédant à son profit ou sur la valeur vénale réelle du droit cédé, déterminée par une déclaration estimative des parties, si la convention ne contient aucune stipulation expresse d'une somme ou indemnité au profit du cédant ou si la somme ou indemnité stipulée est inférieure à la valeur vénale réelle du droit cédé. Le droit ainsi perçu est indépendant de celui qui peut être dû pour la jouissance des biens loués.

Les dispositions du présent article sont applicables à toutes conventions ayant pour effet de résilier un bail portant sur tout ou partie d'un immeuble pour le remplacer par un nouveau bail en faveur d'un tiers.

Pour le crédit-bail sur fonds de commerce, l'acte est obligatoirement soumis à la formalité de l'enregistrement qui est remplie gratis.

L'acquisition du fonds par le locataire donne lieu au paiement du droit de mutation de fonds de commerce liquidé sur le prix de cession, quelle que soit la valeur vénale du bien à la date de son acquisition par le locataire.

COMMAND

(Élection ou déclaration de)

Article 561 nouveau :

Les élections ou déclarations de command ou d'ami par suite d'adjudication ou contrat de vente de biens immeubles, si la déclaration est faite après les vingt-quatre heures de l'adjudication du contrat ou lorsque la faculté d'élire un command n'y a pas été réservée, sont assujetties au droit de mutation immobilière à titre onéreux.

Article 562 nouveau :

Le délai de vingt-quatre heures prévu dans l'article précédent est porté à trois (03) jours en ce qui concerne les adjudications ou vente de biens domaniaux.

ECHANGE D'IMMEUBLES

Article 564 :

Les échanges de biens immeubles sont assujettis à un droit de 2%.

Le droit est perçu sur la valeur d'une des parts, lorsqu'il n'y a aucun retour. S'il y a retour, le droit est payé à raison de 2% sur la moindre portion et comme pour les ventes, sur le retour ou la plus-value, au tarif prévu pour les mutations immobilières à titre onéreux.

Article 565 nouveau :

Si les immeubles sont situés, les uns au Bénin, les autres dans un autre Etat, le droit de 2% sur la valeur d'une des parts est entièrement acquis au Bénin, sauf application du droit de vente sur la soulte ou plus-value.

Le présent article est subordonné à la condition que l'autre Etat en cause ait édicté des règles semblables vis-à-vis du Bénin.

Article 566 nouveau :

En cas d'échange portant sur les droits immobiliers situés au Bénin, si la contre-valeur donnée au cédant consiste en immeubles situés en dehors du Bénin ou en toute autre valeur, le droit est perçu au taux réglé pour les ventes d'immeubles. La même règle est suivie si la condition de réciprocité prévue à l'article précédent n'est pas remplie.

CESSIONS DE FONDS DE COMMERCE**Article 567 nouveau :**

Les mutations de propriété à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle sont soumises à un droit de 5 %.

Ce droit est perçu sur le prix de vente de l'achalandage, de la cession du droit au bail et des objets mobiliers ou autres servant à l'exploitation du fonds. Ces objets doivent donner lieu à un inventaire détaillé et estimatif dans un état distinct dont trois exemplaires doivent rester déposés au bureau où la formalité est requise.

Les marchandises neuves garnissant le fonds ne sont assujetties qu'à un droit de 2 %, à condition qu'il soit stipulé en ce qui les concerne un prix particulier et qu'elles soient désignées et estimées article par article dans un état distinct, dont quatre exemplaires doivent rester déposés au bureau où la formalité est requise.

LICITATIONS**Article 572 nouveau :**

Les parts et portions indivises de biens immeubles acquises par licitation sont assujetties au droit de mutation immobilière à titre onéreux.

MARCHES

Article 573 :

Alinéa 1 : Sans changement.

Alinéa 2 : Supprimé

Le reste sans changement.

VENTES ET AUTRES ACTES TRANSLATIFS DE PROPRIETE OU D'USUFRUIT DE BIENS IMMEUBLES A TITRE ONEREUX

Article 586 :

Les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, les retraits exercés après l'expiration des délais convenus par les contrats de vente sous faculté de réméré, et tous autres actes civils, extrajudiciaires ou judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux sont assujettis à un droit de 5 %.

L'affirmation des actes visés ci-dessus par le maire, est subordonnée à l'accomplissement préalable de la formalité d'enregistrement.

Article 587 :

Les adjudications à la folle enchère de biens de même nature sont assujetties au même droit de 5 % mais seulement sur ce qui excède le prix de la précédente adjudication, si le droit en a été acquitté.

Article 588 :

Les ventes d'immeubles domaniaux sont également soumises au même droit. Les droits et frais de l'inscription à la conservation foncière sont, sauf convention contraire, à la charge des acquéreurs.

IMMEUBLES SITUES A L'ETRANGER

Article 590 :

Les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles situés en pays étrangers dans lesquels le droit d'enregistrement n'est pas établi, sont assujettis à un droit de 2 %.

Ce droit est liquidé sur le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges en capital.

VENTES ET AUTRES ACTES TRANSLATIFS DE PROPRIETE A TITRE ONEREUX DE MEUBLES ET OBJETS MOBILIERS

Article 591 :

Sous réserve de toutes autres dispositions particulières du présent Code, les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, marchés, traités et tous autres actes, soit civils, soit judiciaires, translatifs de propriété à titre onéreux, de meubles, récoltes de l'année sur pied, coupes de bois, taillis et de hautes futaies et autres objets mobiliers généralement quelconques, même les ventes de biens de cette nature faites par l'administration, sont assujettis à un droit proportionnel de 1%.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux bons de commande relatifs aux approvisionnements et fournitures de biens meubles dont le prix doit être payé par l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics, les sociétés d'Etat et autres personnes assimilées.

Section III**Droits sur les mutations à titre gratuit****§ 2- DROITS DE DONATION ENTRE VIFS****TARIF GENERAL DES DONATIONS****Article 597 :**

Les donations entre vifs sont assujetties à un droit proportionnel de 5%.

SOUS-TITRE VII : TAXE DE PLUS-VALUE IMMOBILIERE**Article 961-1 :**

La plus-value acquise par les terrains bâtis ou non bâtis, les droits relatifs aux mêmes immeubles et les droits relatifs aux titres miniers est soumise, en cas de cession desdits immeubles ou droits, à une taxe dite « taxe de plus-value immobilière ».

La taxe est due, au taux de 5 %, sur la part de la plus-value qui ne provient pas du fait du propriétaire.

La plus-value est la différence entre, d'une part, la somme ou contre-valeur moyennant laquelle l'immeuble, le droit réel immobilier ou le droit relatif à un titre minier est aliéné, ou l'estimation pour laquelle il fait l'objet d'un apport en société pur et simple ou à titre onéreux et, d'autre part, son prix ou sa valeur d'acquisition telle qu'elle est définie à l'article 961-2. Si cette acquisition a eu lieu à titre gratuit, la valeur d'acquisition présumée est la valeur vénale des immeubles ou droits au jour de la mutation à titre gratuit.

Pour la cession de droits afférents à un terrain détenu par voie de bail, la valeur d'origine est constituée par le cumul des loyers échus à la date de cession augmenté des frais de délivrance de titres ou d'actes, forfaitairement fixés à 20 %.

Pour les titres miniers reçus directement de l'État, la valeur d'acquisition correspond aux droits qui ont été payés contre l'octroi du titre, conformément aux dispositions prévues par les lois et règlements en vigueur et les conventions entre l'État et les titulaires de droits. Les dispositions des alinéas ci-dessus sont applicables aux mutations à titre gratuit entre vifs ; le cas échéant, la plus-value est déterminée sur la base de la valeur vénale du bien à la date de la mutation.

Article 961-2 :

La valeur d'acquisition est la somme ou contre-valeur déboursée par le cédant pour obtenir la propriété de l'immeuble ou du droit réel immobilier. Elle comprend les frais de délivrance de titres ou d'actes, lesquels sont fixés forfaitairement à 20 % du prix d'acquisition ou de l'estimation de la valeur d'acquisition de l'immeuble ou du droit réel immobilier et des ouvrages qu'il comporte à l'époque de l'acquisition.

Ce prix ou cette estimation est révélé par les actes de toute nature ayant date certaine.

À défaut de documents relatifs à l'immeuble lui-même, la même valeur est déterminée par le prix ou l'estimation figurant dans les actes, pièces ou documents qui se rapportent à des immeubles voisins de même consistance ; à défaut de ces moyens de preuve, par une estimation émanant de l'aliénateur.

Toutefois, la somme déboursée en ce qui concerne un créancier saisissant demeuré, faute d'enchérisseurs, adjudicataire de l'immeuble hypothéqué à son profit, est celle qui figure au commandement qui a été signifié à son débiteur préalablement à la saisie, en application de l'article 1224 du Code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, pourvu que cette somme soit supérieure au prix d'adjudication.

Article 961-3 :

Sont prises en compte pour le calcul de la plus-value taxable, les dépenses d'amélioration permanente, constructions ou autres, faites sur fonds propres du propriétaire aliénateur, de même que les commissions versées par l'aliénateur aux intermédiaires de la cession.

Pour l'application de l'alinéa précédent, il faut entendre par dépenses d'amélioration permanente, les dépenses de construction, de reconstruction, d'agrandissement et de rénovations. L'estimation de la valeur de ces améliorations est fixée ainsi qu'il est prévu à l'article 961-6 ci-après.

La valeur d'acquisition ainsi que les dépenses d'amélioration permanente sont réévaluées au moyen de coefficients de correction tenant compte de la période qui sépare la date

de cession de la date d'acquisition. Lesdits coefficients sont fixés et révisés périodiquement par arrêté du Ministre chargé des Finances en fonction de l'indice pondéré des prix.

Les commissions versées par l'aliénateur aux intermédiaires de la cession s'entendent des frais réels dûment justifiés par une facture normalisée.

Article 961-4 :

1. La taxe est liquidée et payée au moment même et à l'occasion des formalités d'enregistrement des actes d'aliénation ou des déclarations de mutation. Elle est due, nonobstant toutes conventions contraires, par le cédant.

2. S'agissant de la cession de droits attachés à des titres miniers ou pétroliers, la taxe est retenue et acquittée par le cessionnaire sur la somme versée au cédant. Pour les cédants domiciliés au Bénin, le montant payé au titre de la taxe de plus-value immobilière est, sur la base de la quittance de paiement, déduit de l'impôt sur le revenu et reporté pour une durée de trois ans, sans pouvoir donner lieu à un remboursement.

3. La taxe de plus-value immobilière est liquidée et réclamée à l'occasion des acquisitions par l'État ou les collectivités territoriales.

4. Si la taxe n'est pas réglée en même temps que les droits de mutation, la formalité de l'enregistrement est refusée, sauf le cas des acquisitions faites par l'État et les collectivités territoriales.

5. Le cessionnaire de titres miniers est redevable de la taxe de plus-value immobilière due par le cédant non domicilié au Bénin ou qui n'y dispose pas de représentant. Dans ce cas, le montant de la taxe est retenu et acquitté par le cessionnaire sur la somme reçue. Par titres miniers, il faut entendre, tous droits d'exploration, d'exploitation et autres autorisations présentant un avantage économique, accordés dans le domaine des mines ou des hydrocarbures.

Article 961-5 :

Les actes ou déclarations de mutation contiennent, dans l'origine de propriété, des renseignements tant sur la date et le mode d'acquisition que sur la valeur des immeubles à l'époque de leur acquisition par celui ou ceux qui les aliènent. Ces renseignements sont complétés par la date à laquelle les actes, pièces, jugements ou documents relatifs à l'immeuble ont été enregistrés et, autant que possible, par la relation elle-même de l'enregistrement.

Article 961-6 :

Dans le cas où l'immeuble objet de la transaction comporte des installations permanentes, constructions ou autres aménagements réalisés par le propriétaire aliénateur, leur évaluation fait l'objet d'une déclaration estimative dans l'acte. La valeur à retenir pour la détermination de la plus-value ne peut être supérieure à la somme ou contre-valeur effectivement déboursée pour la réalisation des dépenses d'amélioration permanente.

Dans tous les cas, les justificatifs des dépenses en cause doivent être annexés à la déclaration estimative et soumis au contrôle de l'Administration. Toutefois le propriétaire aliénateur qui ne dispose pas de justificatifs du paiement effectif desdites dépenses, peut faire leur évaluation à dire d'expert. Le rapport d'expertise dressé à cet effet devra être annexé à l'acte d'aliénation et soumis au contrôle de l'Administration.

Ce contrôle s'exerce dans les mêmes conditions et suivant les mêmes règles qu'en matière d'insuffisance du prix ou d'évaluation immobilière.

Article 961-7 :

Sont exemptés de la taxe :

1- le produit de l'aliénation des immeubles de l'État, des établissements publics à caractère administratif, des sociétés nationales, des sociétés à participation publique ayant pour objet l'amélioration de l'habitat, des collectivités et organismes publics ou privés dont les acquisitions sont exonérées de droit d'enregistrement ;

2- les plus-values réalisées sur les immeubles inscrits à l'actif du bilan des entreprises soumises à l'impôt sur les revenus.

Article 961-8 :

Aucune mutation foncière ne peut se faire si le vendeur n'a au préalable justifié du paiement de la taxe.

En ce qui concerne les cessions faites aux personnes désignées au point 1 de l'article 961-7 ci-dessus, aucune somme ne peut être ordonnancée au profit du vendeur s'il n'a, au préalable, justifié du paiement de la taxe.

Article 961-9 :

Les officiers publics et ministériels et les fonctionnaires investis d'attributions du même ordre, sont dans tous les cas, tenus responsables du paiement de la taxe dont l'exigibilité est révélée par les actes qu'ils reçoivent ou les documents qu'ils annexent ou dont ils font usage.

Article 961-10 :

L'omission dans l'origine de propriété contenue dans les actes ou déclaration de mutations immobilières, des renseignements prescrits par l'article 961-5 ci-dessus est punie d'une amende égale à 20% de la taxe exigible. Cette amende est personnelle à l'officier ministériel rédacteur de l'acte ou au déclarant.

L'indication d'une valeur d'acquisition reconnue fausse est passible d'une pénalité égale à 40 % de la taxe calculée en tenant compte de la véritable valeur d'acquisition.

Nonobstant les dispositions des articles 397 et suivants du présent Code, les sommes perçues à titre de pénalités pour défaut d'enregistrement dans les délais, portent sur les droits simples d'enregistrement majorés de la taxe de plus-value immobilière.

Article 961-11 :

Lorsque l'évaluation ou la déclaration par les parties des améliorations permanentes, constructions ou autres, ainsi qu'il est prévu à l'article 961-6 ci-dessus, est reconnue excessive, les droits en sus sont exigibles dans les mêmes conditions et suivant les mêmes taux qu'en matière d'insuffisance de prix ou d'évaluation immobilière.

DEUXIEME PARTIE : IMPOSITIONS PERÇUES AU PROFIT DES COMMUNES ET DE DIVERS ORGANISMES**TITRE PREMIER : IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES****CHAPITRE III : CONTRIBUTION FONCIERE DES PROPRIETES BATIES ET NON BATIES**

Articles 976 à 996 nouveau : supprimés

CHAPITRE III BIS : TAXE FONCIERE UNIQUE**I - PROPRIETES IMPOSABLES****Article 996 nouveau 1 :**

La taxe foncière unique est une contribution annuelle sur les propriétés foncières bâties et non bâties, sises au Bénin. Elle est due par les propriétaires de ces biens au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Les propriétés bâties sont les constructions fixées au sol à demeure, telles que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général tous les immeubles construits en maçonnerie, fer, bois ou autres matériaux.

Sont assimilés aux propriétés bâties les terrains non cultivés, employés à usage commercial ou industriel, tels que chantiers, lieux de dépôts de marchandises et autres emplacements de même nature.

Constituent des propriétés non bâties et imposées comme telles, les terrains nus non bâtis de toutes natures sises au Bénin à l'exception de celles qui en sont expressément exonérées.

Sont assimilés aux propriétés non bâties les constructions légères (kiosques, tonnelles, pavillons, guérites, cases construites en paille, en banco, etc.) simplement posées sur le sol ou démunies de fondations en maçonnerie.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, les constructions visées à l'alinéa précédent et productives de revenus ou affectées à un usage commercial sont imposables suivant le régime des propriétés bâties.

II-EXEMPTIONS PERMANENTES

Article 996 nouveau 2 :

Sont exemptés de la taxe foncière unique :

1 - les immeubles, bâtiments ou constructions appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics, affectés ou non à usage public, mais improductifs de revenus. Cette exonération s'étend aux immeubles appartenant aux missions diplomatiques et organismes internationaux ayant signé un accord de siège avec le Bénin ;

2- les pépinières et jardins d'essais créés par l'Administration ou par les sociétés d'intérêt collectif agricole dans un but de sélection et d'amélioration des plants ; les terrains ou les lieux à usage scolaire, universitaire ou sportif appartenant aux communautés religieuses, à des établissements scolaires ou universitaires, ou à des sociétés à but sportif reconnues par l'Etat ; les terrains, non à bâtir, appartenant aux coopératives agricoles ;

3 - les terrains cultivés ou effectivement utilisés au 1^{er} janvier de l'année d'imposition pour la culture maraîchère, florale ou fruitière ou pour la production de plants et semis, lorsque ces terrains sont situés en dehors d'un périmètre fixé par arrêté du Préfet pour chaque commune ou localité ;

4 - les terres de culture de cinq hectares ou moins d'un seul tenant, lorsque le propriétaire ne possède aucune autre terre de culture.

5 - les immeubles affectés à des œuvres d'assistance médicale ou d'assistance sociale ;

6 - les immeubles servant aux exploitations agricoles pour loger les animaux ou serrer les récoltes.

III.- EXEMPTIONS TEMPORAIRES

Article 996 nouveau 2 bis :

Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de constructions exclusivement destinées à l'habitation du propriétaire et de sa famille ne sont soumises à la taxe foncière unique que la quatrième année suivant celle de leur achèvement ou de leur première utilisation. Si lesdits immeubles ou portions d'immeubles sont ultérieurement affectés à un autre usage que l'habitation exclusive du propriétaire et de sa famille, ils cesseront d'avoir droit à l'exemption pour le reste de la période à compter de l'année de leur transformation.

Pour bénéficier de l'exemption temporaire, le propriétaire devra adresser au service des impôts, dans l'année de l'achèvement des travaux ou de sa première utilisation et au plus tard avant le 1^{er} janvier de l'année suivant celle de cet achèvement ou de cette utilisation, une lettre indiquant : la nature du nouveau bâtiment, sa destination, et y joindre toutes pièces utiles attestant sa qualité de propriétaire.

En aucun cas, l'exemption temporaire ne peut être accordée si le propriétaire n'est à jour de la Taxe Foncière Unique due à raison de l'immeuble préexistant.

A défaut de déclaration dans le délai fixé au deuxième alinéa du précédent article, les constructions, les additions de constructions et reconstructions sont imposées définitivement dès le 1^{er} janvier de l'année de leur découverte.

Les terrainsensemencés, plantés ou replantés en bois de toutes essences sont exonérés pendant trente (30) ans pour compter de la première année du semis, de la plantation ou de la replantation.

IV -PERSONNES IMPOSABLES ET DEBITEURS DE L'IMPÔT

Article 996 nouveau 2 ter :

La taxe foncière unique est due pour l'année entière par le propriétaire au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, sauf le cas prévu à l'article 996 nouveau 2 quater.

En cas d'impossibilité d'accéder au propriétaire, le possesseur, le mandataire, le locataire, le légataire ou tout autre ayant droit est tenu d'acquitter ladite taxe au nom et pour le compte du propriétaire.

En cas d'usufruit, l'imposition est due par l'usufruitier dont le nom doit figurer sur le rôle à la suite de celui du propriétaire.

En cas de donation, par le donataire dont le nom doit figurer au rôle.

En cas de bail emphytéotique, le preneur ou l'emphytéote est entièrement substitué au bailleur.

Article 996 nouveau 2 quater :

Lorsqu'un propriétaire de terrain ou d'un immeuble portant une construction sans grande valeur, loue le fonds par bail de longue durée, à charge pour le locataire de construire à ses frais un immeuble bâti de valeur ou de consistance donnée devant revenir sans indemnité et libre de toutes charges au bailleur à l'expiration du bail, la taxe foncière unique est due, à raison de l'immeuble construit par le propriétaire du sol.

La valeur locative imposable au nom du propriétaire sera considérée, pendant toute la durée du bail, comme équivalente à l'annuité correspondant à la somme nécessaire pour amortir pendant la durée du bail, le prix des travaux exécutés et des charges imposées au preneur.

Dans le cas considéré, la taxe foncière unique est due par le propriétaire à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de l'achèvement de la construction édifiée par le locataire, sauf application des dispositions de l'article 996 nouveau 2 bis relatives à l'exemption temporaire.

V- Base d'imposition

Article 996 nouveau 3 :

La taxe foncière unique pour les propriétés bâties dans les communes ne disposant pas du registre foncier urbain est réglée en raison de la valeur locative de ces propriétés au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition sous déduction de 40% pour les maisons et 50% pour les usines.

Aucun abattement n'est appliqué dans les collectivités territoriales disposant du registre foncier urbain. La liste en est arrêtée par le ministre en charge des Finances.

La valeur locative des sols des bâtiments de toute nature et des terrains formant une dépendance indispensable et immédiate des constructions entre, le cas échéant, dans l'estimation du revenu servant de base à la taxe foncière unique afférente à ces constructions.

Article 996 nouveau 3 bis :

La valeur locative est le prix que le propriétaire retire de ses immeubles lorsqu'il les donne à bail ou, s'il les occupe lui-même, celui qu'il pourrait en tirer en cas de location.

La valeur locative est déterminée au moyen de baux authentiques ou de locations verbales passées dans les conditions normales.

En l'absence d'actes de l'espèce, l'évaluation est établie par comparaison avec les locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou sera notoirement connu.

Si aucun de ces procédés ne peut être appliqué, la valeur locative est déterminée par voie d'appréciation directe.

Pour la détermination de la valeur locative par voie d'appréciation, le taux appliqué aux bâtiments, chantiers et sols est de 5%.

La valeur locative des terrains à usage industriel ou commercial est déterminée à raison de l'usage auquel ils sont appliqués y compris la valeur locative du sol.

Article 996 nouveau 3 ter :

Les terrains et propriétés non bâties sont imposés à la taxe foncière unique à raison de leur évaluation administrative au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Les évaluations administratives sont déterminées en fonction des valeurs vénale par les conseils municipaux et sont susceptibles de révision tous les cinq (05) ans.

A titre transitoire, les valeurs utilisées au 1^{er} janvier 2020 sont considérées comme les valeurs retenues par les organes délibérants des communes et sont reconduites pour le quinquennat suivant, sauf notification de nouvelles valeurs administratives aux services des impôts avant le 31 décembre de la dernière année du quinquennat.

VI- TAUX DE L'IMPOT**Article 996 nouveau 4 :**

- 1- Les taux en sont fixés chaque année par les conseils municipaux ou communaux et ne peuvent excéder les limites ci-après :

Communes dotées du Registre Foncier Urbain

- 3 à 7% pour les propriétés non bâties ;
- 4 à 8% pour les propriétés bâties.

Autres Communes

- 15 à 30 % pour les propriétés bâties ;
- 4 à 6 % pour les propriétés non bâties.

Les collectivités territoriales doivent faire connaître à la direction générale des Impôts au plus tard le 31 décembre de chaque année, les décisions relatives aux taux d'imposition applicables au 1^{er} janvier de l'année suivante dans leur ressort territorial. A défaut, les impositions sont établies selon les taux de l'année précédente.

- 2- Les taux d'imposition à la taxe foncière unique pour l'année 2020 sont :

Zones dotées du Registre Foncier Urbain

- 5% pour les propriétés non bâties ;
- 6% pour les propriétés bâties.

Zones non dotées du Registre Foncier Urbain

	TAUX (%)
--	----------

COMMUNES	Propriétés bâties	Propriétés non bâties
Ouidah	25	5
Abomey	28	5,6
Bohicon	25	5,6
Kandi	30	6
Natitingou	30	6
Djougou	30	6
Lokossa	20	6
AUTRES COMMUNES DES DEPARTEMENTS		
Atlantique	20	4
Ouémé – Plateau	15	4
Zou – Collines	25	4
Borgou – Alibori	30	6
Atacora – Donga	24	4
Mono – Couffo	20	4

En sus du montant de l'impôt issu de l'application des taux ci-dessus, il est perçu, à la charge des occupants d'immeubles d'habitation, un prélèvement au profit du budget des collectivités territoriales, destiné à financer la collecte et le traitement des ordures ménagères. Le montant du prélèvement est fixé par délibération des conseils municipaux ou communaux dans la fourchette de cinq cent (500) à huit mille (8 000) francs.

VII- Obligations des contribuables

Article 996 nouveau 5 :

La valeur locative est appréciée par l'administration fiscale.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa ci-dessus, les contribuables sont tenus de déclarer leurs propriétés foncières, par simple lettre, au service des impôts, dans un délai de trente (30) jours suivant l'acquisition ou l'achèvement des constructions desdites propriétés.

Ils sont astreints à la pose d'une plaque signalétique sur leurs propriétés non bâties ou à l'inscription d'une mention à l'entrée de leurs constructions, comportant l'adresse complète précisant obligatoirement le numéro "Rue Entrée de la Parcelle (REP)".

Les propriétaires et principaux locataires et en leur lieu et place les gérants d'immeubles, sont tenus de fournir par écrit aux agents chargés de l'assiette de l'impôt, dans les dix (10) premiers jours du mois de décembre de chaque année, une déclaration indiquant au jour de sa production :

- 1 -les nom et prénoms de chaque locataire, la consistance des locaux qui leur sont loués, le montant du loyer principal et, s'il y a lieu, le montant des charges ;
- 2 -les nom et prénoms de chaque occupant à titre gratuit et la consistance du local occupé ;
- 3 - la consistance des locaux occupés par le déclarant lui-même ;
- 4 - la consistance des locaux vacants.

Les déclarations prévues aux alinéas précédents peuvent être transmises par voie électronique.

Le défaut ou l'inexactitude de la déclaration sera sanctionné par une amende fiscale de cinquante mille (50 000) francs encourue autant de fois qu'il est relevé d'omissions ou d'inexactitudes dans les renseignements qui doivent être fournis en exécution des dispositions du présent article.

Les dispositions ci-dessus ne seront appliquées qu'après un refus d'obtempérer dans les trente (30) jours de la mise en demeure de produire les déclarations ou de régulariser les erreurs relevées sur la déclaration.

L'application des sanctions ci-dessus ne fait pas obstacle à la mise en œuvre de la solidarité au paiement des impôts qui seraient dus par les propriétaires.

VIII. PAIEMENT DE L'IMPOT

Article 996 nouveau 6 :

Sauf dispositions contraires, la taxe foncière unique est recouvrée dans les conditions générales prévues à l'article 1113 du Code Général des Impôts. Toutefois, elle donne lieu à des versements d'acomptes dans les conditions suivantes :

- 50 % du montant total de la cote due l'année précédente à fin janvier ;
- 50 % à fin avril.

Tout retard dans le paiement des acomptes prévus à l'alinéa 1er ci-dessus donne lieu à l'application d'une majoration de 10% du montant des sommes dont le versement est différé.

IX- COLLECTIVITES BENEFICIAIRES

Article 996 nouveau 7 :

Le produit de la taxe foncière unique est affecté au budget de la commune sur le territoire de laquelle elle est assise.

Le représentant de la collectivité bénéficiaire peut demander à l'Administration, communication des bases imposables et proposer la correction des erreurs qu'il recenserait.

X- MUTATIONS FONCIERES

Article 996 nouveau 8 :

1 - Les mutations foncières sont effectuées à la diligence des parties intéressées.

Elles peuvent cependant être appliquées d'office dans les rôles par les agents chargés de l'assiette d'après les documents certains dont ils ont pu avoir communication.

2 - Tant que la mutation n'a pas été faite, l'ancien propriétaire continue à être imposé au rôle, et lui, ses ayants droit ou ses héritiers naturels peuvent être contraints au paiement de la taxe foncière unique, sauf le recours contre le nouveau propriétaire.

XI- REMISES ET MODERATIONS POUR PERTES DE REVENUS

Article 996 nouveau 9 :

En cas de destruction totale ou partielle ou de démolition volontaire en cours d'année de leurs maisons ou usines, les propriétaires peuvent demander une remise ou une modération de la contribution foncière frappant ces immeubles.

Les demandes doivent être adressées au Directeur Général des Impôts dans le mois de la destruction ou de l'achèvement de la démolition.

XII- DISPOSITIONS DIVERSES

Article 996 nouveau 10 :

Le paiement régulier de l'impôt crée une présomption de propriété. A l'inverse, le non-paiement de l'impôt peut également être considéré comme une présomption de non-propriété par les autorités compétentes.

Tout acte translatif de la propriété ou de son usage, toute autorisation de lotir, de construire ou d'habiter, toute attribution de titre foncier et d'une façon générale, tout acte attribuant un droit de propriété ou d'usage d'un bien taxable n'emporte effet

qu'autant qu'il comporte la mention certifiée conforme par les services fiscaux : « le propriétaire du bien est à jour de ses obligations au regard de la taxe foncière unique ».

CHAPITRE IV : CONTRIBUTIONS DES PATENTES ET DES LICENCES

SECTION PREMIERE : CONTRIBUTION DES PATENTES

I. CHAMP D'APPLICATION

A-DEFINITION, PERSONNES IMPOSABLES

Article 997 : Sans changement

B- EXEMPTIONS PERMANENTES

Article 997 bis :

Ne sont pas assujettis à la contribution des patentes :

- 1 - l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics pour la distribution de l'eau et les services d'utilité générale ; ils seront imposables pour l'exploitation d'une usine électrique, d'une voie Decauville, d'un chemin de fer ;*
- 2 - les fonctionnaires et employés salariés par ces services ou établissements, en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs fonctions ;*
- 3 - les maîtres ouvriers des corps de troupe sous la même réserve;*
- 4 - les peintres, sculpteurs, graveurs et dessinateurs, considérés comme artistes et ne vendant que le produit de leur art ;*
- 5 - les professeurs de belles-lettres, sciences et art d'agrément, les instituteurs primaires, les chefs d'institution et maîtres de pension ;*
- 6 - les éditeurs de feuilles périodiques, les artistes dramatiques ou lyriques ;*
- 7 - les cultivateurs, seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant de terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités et pour le bétail qu'ils y élèvent, qu'ils y entretiennent ou qu'ils y engraisent;*
- 8 - les concessionnaires de mines, pour le seul fait de l'extraction et de la vente des matières par eux extraites, l'exemption ne pouvant en aucun cas être étendue à la transformation des matières extraites ;*
- 9 - les pêcheurs, lors même que la barque qu'ils montent leur appartient ;*
- 10 - les associés des sociétés en nom collectif, en commandite simple ou anonymes ;*
- 11 - les établissements publics ou privés ayant pour but de recueillir des enfants pauvres et de leur donner une profession ;*

12 -les Caisses d'Epargne ou de Prévoyance administrées gratuitement, les Assurances mutuelles régulièrement autorisées;

13 -les coopératives constituées conformément aux textes légaux qui les régissent, sous réserve qu'elles ne vendent et n'achètent qu'à leurs adhérents, dans la limite de leurs statuts ;

14 - les capitaines de navires de commerce ne naviguant pas pour leur compte, les pilotes ;

15 -les cantiniers attachés à l'armée ;

16 - les commis et toutes les personnes travaillant à gages, à façon et à la journée, dans les maisons, ateliers et boutiques des personnes de leur profession; les commis-voyageurs ;

17 -les personnes qui vendent en ambulance des journaux, des fleurs, des objets de curiosités, des fruits, des légumes, des herbes, de la paille fraîche, des colas, des poissons, du beurre, du lait, des œufs, des arachides grillées et autres menus comestibles ;

18 - les porteurs d'eau ;

19 - les artisans travaillant chez eux ou chez les particuliers seuls ou avec un ouvrier.

Ne sont point considérés comme ouvriers, les jeunes gens ayant moins de seize (16) ans, ni la femme travaillant avec son mari, ni les enfants non mariés travaillant avec leurs ascendants, ni le simple manoeuvre dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession ;

20 - les syndicats agricoles et les sociétés de prévoyance, secours et prêts mutuels agricoles et les institutions ou coopératives d'épargne et de crédit ;

21 - les contribuables assujettis à la taxe professionnelle synthétique.

C-EXEMPTIONS TEMPORAIRES

Article 997 ter

Les entreprises nouvelles régulièrement créées sont exonérées de la contribution des patentes au titre de leur première année d'activités .

II- CALCUL DE LA PATENTE

Article 998

Alinéa 1 : Sans changement

Alinéa 2 : Il est perçu, en sus, un prélèvement au profit du budget des collectivités territoriales, destiné à financer la collecte et le traitement des ordures ménagères. Le montant du prélèvement est fixé par délibération des conseils municipaux ou communaux dans la fourchette de deux mille (2.000) à cinquante mille (50.000) francs.

Article 999 : supprimé

Article 1000 : supprimé

A – DROIT FIXE

Article 1001 :

Le droit fixe est déterminé suivant un tarif général pour toutes les professions et un tarif spécial pour les activités d'importation et d'exportation.

Pour l'application des tarifs du tableau général, le territoire est divisé en deux zones, comme suit :

1ère zone : départements du Zou et des Collines, de l'Atlantique et du Littoral, de l'Ouémé et du Plateau, du Mono et du Couffo ;

2ème zone : départements du Borgou et de l'Alibori, de l'Atacora et de la Donga.

Article 1002 : sans changement

Article 1003 : Supprimé

Tarif du droit fixe

Article 1003 bis :

Tarif général

Tranches de chiffre d'affaires	1ère zone	2ème zone
Chiffre d'affaires inférieur ou égal à un (01) milliard	70.000	60.000
Chiffre d'affaires supérieur au milliard	Ajouter au tarif ci-dessus 10.000 par milliard supplémentaire	

Le chiffre d'affaires s'entend de l'ensemble des recettes et produits acquis au titre de l'exercice précédent.

Tarif des importateurs et exportateurs

<i>Eléments</i>	<i>Montant du droit</i>
<i>Montant des importations et exportations inférieur ou égal à 80.000.000</i>	<i>150.000</i>
<i>Montant des importations et exportations supérieur à 80.000.000 et inférieur ou égal à 200.000.000</i>	<i>337.500</i>
<i>Montant des importations et exportations supérieur à 200.000.000 et inférieur ou égal à 500.000.000</i>	<i>525.000</i>
<i>Montant des importations et exportations supérieur à 500.000.000 et inférieur ou égal à 1.000.000.000</i>	<i>675.000</i>
<i>Montant des importations et exportations supérieur à 1.000.000.000 et inférieur ou égal à 2.000.000.000</i>	<i>900.000</i>
<i>Montant des importations et exportations supérieur à 2.000.000.000 et inférieur ou égal à 10.000.000.000</i>	<i>1.125.000</i>
<i>Montant des importations et exportations supérieur à 10.000.000.000</i>	<i>1.125.000 plus 10.000 par milliard supplémentaire</i>

Article 1003 ter

Toute personne, société ou entreprise se livrant de manière habituelle et dans un but lucratif au Bénin, à des opérations d'importation et d'exportation est régulièrement passible de la contribution des patentes en qualité d'importateur-exportateur, encore bien qu'elle n'y disposerait d'aucun établissement local ou autre emplacement commercial, ni d'aucun préposé spécial installé à demeure et se bornerait à utiliser pour l'exercice de sa profession, les services et locaux d'une entreprise spécialisée.

B - DROIT PROPORTIONNEL

Article 1004 nouveau :

Le droit proportionnel est établi sur la valeur locative des bureaux, magasins, boutiques, usines, ateliers, hangars, remises, chantiers, seccos, terrains de dépôts, wharfs et autres locaux et emplacements soumis à la taxe foncière unique à

l'exception des appartements servant de logement ou d'habitation. Il est dû alors même que les locaux occupés sont concédés gratuitement.

La valeur locative est déterminée comme il est précisé à l'article 996 nouveau 3 bis du présent Code.

Pour la détermination de la valeur locative par voie d'appréciation, le taux appliqué aux bâtiments, chantiers et sols est de 5%.

Mais en aucun cas, le droit proportionnel ne peut être inférieur au tiers du droit fixe.

Article 1006

Le droit proportionnel est établi dans toutes les localités où sont situés les locaux servant à l'exercice des professions imposables.

Article 1006 bis

Les taux de droit proportionnel applicables à la valeur locative sont, par commune, les suivants :

LOCALITES	TAUX
Cotonou	17%
Porto-Novo	17%
Autres communes de l'Ouémé et du Plateau	13%
Ouidah	18%
Autres communes de l'Atlantique	13%
Abomey	14%
Autres communes du Zou et des Collines	13,5%
Parakou	25%
Autres communes du Borgou et de l'Alibori	15%
Communes de l'Atacora et de la Donga	15%
Communes des départements du Mono et du Couffo	12%

Article 1007 : supprimé

III-DISPOSITIONS SPECIALES A CERTAINES CATEGORIES D'ENTREPRISES

Article 1008 : supprimé

Article 1009 : supprimé

Article 1011 : supprimé

IV-ETABLISSEMENT DES ROLES PRIMITIFS

Article 1012 : supprimé

Article 1013 : supprimé

V-ETABLISSEMENT DES ROLES SUPPLEMENTAIRES

Article 1016 : supprimé

Article 1017 bis : *Nonobstant les dispositions de l'article 998, les contribuables bénéficiaires de marchés ou d'adjudications sont assujettis à une patente complémentaire, d'après le montant de l'adjudication ou du marché, à un taux de 0,5%.*

Cette patente n'est pas établie pour les industriels et les artisans qui se bornent à livrer les produits de leurs usines ou de leurs ateliers.

Tout avenant comportant, explicitement ou implicitement, une augmentation du prix initial de l'adjudication ou du marché donne lieu à un complément d'imposition.

La base imposable, qu'il s'agisse du contrat primitif ou de l'avenant est le montant hors taxe.

VI- FORMULE DES PATENTES

OBLIGATION DES REDEVABLES

Article 1018 :

1- *Toute personne physique ou morale assujettie à la contribution des patentes est tenue de souscrire une demande aux fins d'immatriculation et de joindre à sa demande un plan de localisation.*

2- *Un Numéro d'Identifiant Fiscal Unique est attribué par la Direction Générale des impôts à chaque opérateur économique, associé, entreprise individuelle ou société, à partir des informations fournies à l'occasion des formalités de création.*

Cet Identifiant Fiscal Unique (IFU) doit être mentionné dans toutes les formalités administratives et notamment lors des déclarations fiscales ou douanières.

Il doit également être inscrit sur les factures et dans toute correspondance commerciale ou professionnelle.

3- *Toute modification substantielle affectant l'exploitation (changement de dirigeant, modification du capital, cession, cessation, fusion, scission), et/ou le lieu*

d'exercice de l'activité fera l'objet d'une déclaration dans les trente (30) jours suivant cette modification.

Article 1018 bis :

Alinéa 1 : sans changement

Alinéa 2 : L'enseigne ou la plaque signalétique professionnelle doit, tout en respectant les règles d'exercice de la profession, comporter au moins les renseignements ci-après :

1er tiret : sans changement ;

2e tiret : l'adresse complète précisant obligatoirement le numéro "Rue Entrée Parcelle (REP)" du lieu d'exercice de l'activité ;

3e et 4e tirets : sans changement

Le reste sans changement.

Article 1019 : supprimé

Article 1020 :

Le défaut d'immatriculation à l'Identifiant Fiscal Unique, l'absence du numéro IFU ou l'indication d'un faux numéro et le défaut de pose d'enseigne, de plaque signalétique professionnelle ou du numéro "Rue Entrée Parcelle (REP)", sont sanctionnés par une amende fiscale égale à cent mille (100.000) francs.

Le défaut de régularisation dans les trente (30) jours suivant une mise en demeure entraîne l'application d'une amende fiscale égale à deux cent mille (200 000) francs.

Article 1020 bis :

La contribution des patentes est déclarée et liquidée par le redevable au moyen d'un formulaire prévu à cet effet.

La déclaration de la contribution des patentes est souscrite dans le même délai que la déclaration de revenu fixé aux articles 33, 44 et 159. Elle peut être transmise par voie électronique.

Cette déclaration, globale pour l'ensemble des établissements que possède une entreprise, comporte, outre les informations relatives à l'identification de l'entreprise, les renseignements ci-après :

- 1- le chiffre d'affaires total ;
- 2- le chiffre d'affaires ventilé par établissement lorsque ces établissements sont situés dans des communes distinctes du lieu de situation de l'établissement principal ;
- 3- la valeur locative de chaque établissement lorsque ces établissements sont situés dans des communes distinctes du lieu de situation de l'établissement principal ;
- 4- le montant des acomptes payés par établissement ;
- 5- le solde dû.

Tout patentable qui n'a pas souscrit la déclaration ci-dessus dans le délai ou qui n'a pas fourni dans le même délai les renseignements nécessaires à l'établissement de celle-ci, ou a omis ou fourni des renseignements insuffisants est passible des sanctions prévues aux articles 1096 bis et 1096 ter du présent Code.

Les omissions totales ou partielles constatées dans les déclarations de la contribution des patentes ainsi que les erreurs commises dans la détermination des bases d'imposition ou dans l'application du tarif, peuvent être réparées suivant les délais et procédures prévus au deuxième livre du présent Code.

Les dispositions du point 1° du paragraphe 2 de l'article 1085-B du présent Code ne sont pas applicables à la contribution des patentes.

Article 1021 : supprimé

Article 1023 : supprimé

Article 1024 : supprimé

Article 1025 :

Tout patentable exerçant à demeure est tenu, dans son établissement, de justifier du paiement de la patente au titre de l'année en cours, lorsqu'il en est requis par les agents de l'Administration.

Article 1026: supprimé

Article 1027 : supprimé

Article 1028 : supprimé

Article 1029 nouveau : supprimé

VII - RECOUVREMENT

Article 1030 : supprimé

Article 1032 bis : La contribution des patentes doit être acquittée dans les conditions suivantes :

- 50 % à fin janvier ;
- le solde à fin avril lors du dépôt de la déclaration.

Le retard dans le paiement de l'acompte de janvier et du solde donne lieu à l'application d'une majoration de 10% du montant des sommes dont le versement est différé.

Le produit des contributions des patentes est perçu au profit du budget de la commune sur le territoire de laquelle ces contributions sont assises.

SECTION 2 : CONTRIBUTION DES LICENCES

I. PERSONNES IMPOSABLES ET DEFINITION

Article 1033 : sans changement

Article 1034 :

La licence ne comporte qu'un droit fixe. Le tarif applicable est réglé par l'article **1037 bis** du présent Code.

Article 1035 : sans changement

II. ETABLISSEMENT DES IMPOSITIONS

Article 1036 : sans changement

Article 1037

La contribution des licences est exigible dans les mêmes conditions que la contribution des patentes.

Le reste sans changement

Article 1037 bis :

Le tarif de la contribution des licences est fixé comme suit :

Tranches de chiffre d'affaires	1 ^{ère} zone	2 ^{ème} zone
--------------------------------	-----------------------	-----------------------

Chiffre d'affaires inférieur ou égal à cinq cent millions	50.000	30.000
Chiffre d'affaires supérieur à cinq cent millions et inférieur ou égal à un (01) milliard	80.000	60.000
Chiffre d'affaires supérieur à un (01) milliard	100.000	

Le chiffre d'affaires s'entend de l'ensemble des recettes et produits acquis au titre de l'exercice précédent.

III. RECOUVREMENT

Article 1037 ter :

La contribution des licences doit être acquittée dans les conditions suivantes :

- 50 % à fin janvier ;
- le solde à fin avril lors du dépôt de la déclaration.

Le retard dans le paiement de l'acompte de janvier et du solde donne lieu à l'application d'une majoration de 10% du montant des sommes dont le versement est différé.

Le produit de la contribution des licences est perçu au profit du budget de la commune sur le territoire de laquelle cette contribution est assise.

SECTION 3 : DISPOSITIONS COMMUNES A LA CONTRIBUTION DES PATENTES ET A LA CONTRIBUTION DES LICENCES

Article 1038 : supprimé

CHAPITRE VII : TAXES ASSIMILEES A LA DISPOSITION DES COMMUNES

SECTION PREMIERE : TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES

Articles 1042 nouveau à 1044 nouveau : supprimés

TITRE II

TAXES INDIRECTES A LA DISPOSITION DES COMMUNES

CHAPITRE X : TAXE DE DEVELOPPEMENT LOCAL

I. OPERATIONS ET PERSONNES IMPOSABLES

Article 1084 quinter-2 :

Sont assujettis à la taxe de développement local les producteurs de coton et de tous autres

produits agricoles et leurs dérivés, les acheteurs grossistes de noix d'anacarde et autres produits oléagineux, de produits vivriers, halieutiques, de charbon de bois, de volaille, de fruit et légumes, les exploitants forestiers, les vendeurs ou courtiers de bétail (intermédiaires entre vendeurs et acheteurs de bétail), les éleveurs conduisant les troupeaux en transhumance, les exploitants de produits miniers (substances de carrières), les exploitants des parcs nationaux, musées et autres sites touristiques.

Article 1084 quinter-3 :

Tous ces assujettis sont tenus d'incorporer la taxe de développement local à leurs prix et de la collecter sur leurs clients.

Lorsque le prix est fixé par l'Etat, il y incorpore la taxe de développement local en la faisant ressortir dans la structure de prix. A défaut, le prix fixé est réputé taxe de développement local incluse.

II. EXONERATIONS

Article 1084 quinter-4 :

Supprimé

IV. TARIF

Article 1084 quinter-6 :

Le tarif de la taxe de développement local est de :

- 1 franc à 2 francs par kg de riz vendu ;
- 1 franc à 5 francs par kg des autres céréales, légumineuses, cossette, gari et autres farines, des racines et tubercules, de coton, de produits halieutiques vendus ;
- 0,20 franc à 1 franc par kg de régimes de palme ;
- 1 franc à 5 francs par kg de noix d'anacarde et autres produits oléagineux ;
- 0 franc à 5 francs des autres produits tels que, les produits maraîchers, les fruits et légumes ;
- 500 francs à 1 000 francs par madrier transporté ;
- 500 francs à 2000 francs par bille transportée ;
- 5 francs à 10 francs par perche transportée ;
- 1 franc à 2 francs par kg de produits forestiers non ligneux (noix de karité) et de charbon de bois transporté ;
- 100 francs à 200 francs par tête de bétail en transhumance ou en transit ;
- 25 francs à 100 francs par tête de volaille vendue ;

- 25 francs à 500 francs par espèce non conventionnelle (lapin, aulacode, etc.) vendue ;
- 100 francs à 500 francs par tête de porc vendu ;
- 100 francs à 500 francs par tête de petit ruminant (cabri, chèvres, mouton, etc.) vendus ;
- 500 francs à 1000 francs par tête de gros ruminant (boeuf, chameau etc.) vendu ;
- 500 francs à 2000 francs par 3m³ de produits miniers transportés ;
- 5% à 10% des recettes brutes encaissées par les exploitants des parcs nationaux, musées et autres sites touristiques ;
- 1 franc à 5 francs par jeune plant vendu.

Sur délibération des représentants élus des collectivités territoriales, les tarifs retenus sont fixés annuellement dans les fourchettes sus-indiquées.

V. RECOUVREMENT

Article 1084 quinter-7 :

Le recouvrement de la taxe de développement local s'opère selon les dispositions du présent Code relatives aux taxes et impôts indirects par des agents assermentés avec l'utilisation des quittances sécurisées ou au moyen de procédés électroniques, dans les conditions déterminées par voie réglementaire. Les clients des assujettis visés à l'article 1084 quinter-3 supra sont solidairement responsables du paiement de la taxe de développement local.

TITRE IV

DISPOSITIONS COMMUNES AUX IMPÔTS DES TITRES I ET III

CHAPITRE UNIQUE

COUT ADMINISTRATIF DE L'IMPOT

Article 1084-17 :

Le produit des contributions des patentes, des licences et de la taxe foncière unique est perçu au profit du budget de la commune sur le territoire de laquelle ces contributions sont assises, sous déduction de 10% représentant le coût administratif de l'impôt.

Le reste sans changement.

TROISIEME PARTIE

IMPOTS ET TAXES PERÇUS AU PROFIT DES BUDGETS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES

TERRITORIALES

TITRE UNIQUE

CHAPITRE UNIQUE : TAXE PROFESSIONNELLE SYNTHETIQUE

Article 1084-19 :

Alinéa 1 : *sans changement*

Alinéa 2 : *Elle est calculée sur la base du chiffre d'affaires déclaré.*

SECTION 1. LES MICROS ENTREPRISES

Article 1084-21 :

Alinéa 1 : *Sans changement*

Alinéa 2 : *Les marchands forains qui vendent en étalage ou sur inventaire des objets de menues valeurs sont passibles de droits dénommés TPS foraine égale à la moitié des droits prévus au barème ci-dessus. Ils sont tenus de se faire délivrer par les fonctionnaires chargés de l'établissement des rôles une formule spéciale extraite d'un registre à souches, qui ne leur sera remise que contre paiement intégral des droits de TPS foraine.*

Article 1084-23 :

La taxe professionnelle synthétique est due par commune et par établissement.

Toutefois, le marchand forain qui justifie du paiement de l'impôt dans une commune n'est plus imposable dans les autres communes pour cette même activité.

Les marchands forains qui séjourneront plus de trente (30) jours dans la même localité sont passibles, le cas échéant, à partir du premier jour du trimestre en cours au moment de l'installation, d'un supplément des droits égal à la différence entre le montant des droits de TPS foraine déjà imposé et le montant des droits qu'ils paieraient comme marchands sédentaires dans cette localité.

Pour l'application de l'alinéa 2 ci-dessus, il faut entendre par « marchand forain », non seulement tous commerçants vendant en ambulance à proprement parler, mais encore tous commerçants vendant sur les marchés, même lorsqu'ils occupent régulièrement le même emplacement, et tous commerçants installés sur un terrain

privé ou sur la voie publique vendant en étalage ou occupant des baraquements ou locaux similaires qui ne sont pas fixés au sol à perpétuelle demeure.

Tout individu qui transporte des marchandises de commune en commune, d'escale en escale, ou bien dans les territoires communaux et banlieues, de village en village, même lorsqu'il vend pour le compte de marchands est tenu d'avoir une TPS personnelle de marchand forain.

SECTION 2 : LES PETITES ENTREPRISES

Article 1084-31

Alinéas 1 et 2 : sans changement

Alinéa 3 : En sus du montant de l'impôt, il est perçu :

- un prélèvement de quatre mille (4 000) au profit de l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin ;*
- un prélèvement au profit du budget des collectivités locales, destiné à financer la collecte et le traitement des ordures ménagères. Le montant du prélèvement est fixé par délibération des conseils municipaux ou communaux dans la fourchette de deux mille (2.000) à cinquante mille (50.000) francs.*

SECTION 3 : DISPOSITIONS COMMUNES AUX MICROS ET PETITES ENTREPRISES

Recouvrement

Article 1084-38 :

Les entreprises assujetties à la TPS sont tenues de verser, au plus tard le 31 janvier, un acompte égal au montant de l'impôt minimum prévu aux articles 1084-21 et 1084-31 du présent Code.

Le solde éventuel est payé au plus tard le 30 avril lors de la souscription de la déclaration.

Pendant la première année d'activité, les nouvelles entreprises, à l'exception de celles qui, dans le cadre de leurs activités, doivent fournir une attestation de leur situation fiscale, sont dispensées du paiement d'acompte.

Les nouvelles entreprises qui, dans le cadre de leurs activités, doivent fournir une attestation de leur situation fiscale paient la TPS, égale au montant de l'impôt minimum prévu à l'article 1084-31 du présent Code, en totalité, au plus tard le dernier

jour du mois suivant celui au cours duquel elles ont commencé à exercer. Toutefois, lorsque l'entreprise est créée en décembre, la taxe est exigible, en intégralité, au plus tard le 31 du même mois.

Tout retard dans le paiement donne lieu à l'application d'une majoration de 10% du montant des sommes dont le versement est différé.

Article 1084-38 bis :

Les contribuables visés au deuxième paragraphe de l'article 1084-23 sont tenus de payer par anticipation en une seule fois la totalité des droits dont ils sont redevables et ce, avant le 1^{er} mars de chaque année. A compter de cette dernière date, le montant des droits de TPS foraine est majoré de 10%, lorsque le contribuable s'acquitte de ses droits sans attendre l'émission d'un rôle le concernant, et de 20%, lorsque, ne s'étant pas acquitté par anticipation, il est imposé par voie de rôle normal.

Lorsque le marchand forain est en début d'activité ou demande le renouvellement d'une formule périmée, le fonctionnaire chargé de l'établissement du rôle lui remet immédiatement une fiche indiquant le montant des droits exigibles.

Pour acquitter les droits dont ils sont ainsi redevables par anticipation, les marchands forains doivent se présenter spontanément au service des Impôts du lieu où ils exercent leur profession, où il leur est remis une fiche portant indication du montant des droits dont ils doivent s'acquitter aux caisses des recettes des Impôts. Sur présentation du reçu, il leur est remis leur formule annuelle de TPS foraine. Tout marchand forain est tenu de conserver et de présenter à toutes réquisitions des agents chargés de l'assiette et du recouvrement des impôts, ainsi que de tous agents particulièrement habilités à cet effet par les Autorités locales, les pièces justifiant son imposition à la TPS.

Article 1084-40 :

Les dispositions des articles 167, 1018 et 1020, du présent Code relatives à l'immatriculation à l'Identifiant Fiscal Unique et aux suspensions, cessations et cessions d'activités sont applicables aux personnes soumises à la taxe professionnelle synthétique.

LIVRE DEUXIEME : DISPOSITIONS GENERALES

TITRE UNIQUE

CHAPITRE UNIQUE : DISPOSITIONS GENERALES

SECTION I BIS : DROIT DE CONTROLE

Article 1085-A2 :

Alinéa 1 : Il est créé un organe consultatif dénommé commission des impôts compétente pour :

1^{er} tiret : Sans changement

2^{ème} tiret : Connaitre des désaccords portant sur des questions de fait qui peuvent naître des redressements confirmés suivant les procédures contradictoires.

3^{ème} et 4^{ème} tirets : sans changement

Le reste sans changement.

I- Procédures applicables à tous impôts et taxes des titres i et ii du premier livre suite au contrôle sur pièces **A- Procédure contradictoire**

Article 1085-C :

Alinéa 1 : sans changement

Alinéa 2 : Lorsque l'Administration rejette les observations du contribuable, sa réponse doit être motivée. En cas de persistance du désaccord sur les redressements confirmés, l'Administration ou le contribuable soumet le litige à l'avis de la commission des impôts prévue à l'article 1085-A2 du présent Code.

III. VERIFICATION DES COMPTABILITES

Article 1085 ter-2 bis :

Toute personne morale établie au Bénin remplissant l'une des conditions visées à l'alinéa suivant doit tenir à la disposition de l'administration fiscale, à la date d'engagement de la vérification de comptabilité, une documentation permettant de justifier la politique de prix pratiquée dans le cadre des transactions de toutes natures réalisées avec des entreprises établies à l'étranger avec lesquelles elle a un lien de dépendance ou de contrôle au sens de l'alinéa 5 de l'article 37 du présent Code .

L'obligation documentaire prévue à l'alinéa premier s'applique à toute personne morale qui :

- a) a un chiffre d'affaires annuel hors taxes ou un actif brut supérieur ou égal à un milliard (1.000.000.000) de francs ; ou

- b) détient à la clôture de l'exercice, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital ou des droits de vote d'une société établie ou constituée au Bénin ou hors du Bénin, remplissant la condition mentionnée au point a) ; ou
- c) dont plus de la moitié du capital ou des droits de vote est détenue, à la clôture de l'exercice, directement ou indirectement, par une société remplissant la condition mentionnée au point a).

La documentation prévue à l'alinéa 1 comprend des informations générales sur le groupe d'entreprises liées et des informations spécifiques concernant l'entreprise vérifiée. Le contenu de cette documentation est fixé par arrêté du Ministre chargé des Finances. Cette documentation ne se substitue pas aux justificatifs afférents à chaque transaction.

Si la documentation requise n'est pas mise à la disposition de l'administration fiscale à la date d'engagement de la vérification de comptabilité, ou ne l'est que partiellement, le service des impôts adresse à la personne morale visée à l'alinéa 1 une mise en demeure de la produire ou de la compléter dans un délai de trente (30) jours, en précisant la nature des documents ou compléments attendus.

Article 1085 ter-2 ter :

1. Une entreprise établie au Bénin est tenue de déposer, dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, par voie électronique, une déclaration pays par pays, selon un modèle établi par l'Administration, comportant la répartition des bénéfices pays par pays du groupe d'entreprises liées auquel elle appartient, et des données fiscales et comptables ainsi que des informations sur le lieu d'exercice de l'activité des entreprises constituant le groupe, lorsque :

- a) elle détient directement ou indirectement une participation suffisante dans une ou plusieurs entreprises de telle sorte qu'elle est tenue d'établir des états financiers consolidés selon les principes comptables en vigueur ou serait tenue de le faire si ses participations étaient cotées en bourse au Bénin; et
- b) elle réalise un chiffre d'affaires annuel hors taxes consolidé supérieur ou égal à 492 milliards de francs au titre de l'exercice qui précède celui concerné par la déclaration ; et

c) aucune autre entreprise ne détient directement ou indirectement une participation décrite à l'alinéa a) dans l'entreprise susmentionnée.

2. Une entreprise établie au Bénin est tenue de déposer la déclaration pays par pays dans le délai et selon les moyens et format susvisés lorsqu'elle :

- est détenue directement ou indirectement par une entreprise établie dans un État qui n'exige pas le dépôt de la déclaration pays par pays et qui serait tenue au dépôt de cette déclaration si elle était établie au Bénin, ou*
- est détenue directement ou indirectement par une entreprise établie dans un État ne figurant sur la liste prévue au présent article mais avec lequel le Bénin a conclu un accord d'échange de renseignements en matière fiscale, ou*
- a été désignée à cette fin par le groupe d'entreprises liées auquel elle appartient et en a informé l'administration fiscale.*

3. Une entreprise établie au Bénin détenue directement ou indirectement par une entreprise établie dans un État figurant sur la liste prévue au présent article, et qui est tenue de déposer une déclaration pays par pays en vertu de la législation en vigueur dans cet État ou qui serait tenue au dépôt de cette déclaration si elle était établie au Bénin, est également tenue de déposer la déclaration prévue au présent article si une défaillance systémique de l'État de résidence fiscale de l'entreprise qui la détient directement ou indirectement a été notifiée à l'entreprise établie au Bénin par l'administration fiscale.

4. Lorsque deux ou plusieurs entreprises établies au Bénin, appartenant au même groupe d'entreprises liées, remplissent les conditions visées au 2 et 3 du présent article, l'une d'entre elles peut être désignée par le groupe pour remettre à l'administration fiscale la déclaration pays par pays sous réserve d'informer l'administration fiscale que ce dépôt vise à remplir l'obligation déclarative impartie à toutes les entreprises de groupe d'entreprises liées qui résident au Bénin à des fins fiscales.

5. Le contenu de cette déclaration est fixé par arrêté du Ministre en charge des Finances.

6. La déclaration prévue au présent article fait l'objet, sous réserve de réciprocité, d'un échange automatique avec les États ayant conclu avec le Bénin un accord à cet effet.

7. La liste des États ayant conclu un accord avec le Bénin autorisant l'échange automatique de la déclaration pays par pays prévue au présent article est fixée par arrêté du Ministre en charge des Finances.

Article 1085 ter-3 :

Points 1° à 3° : sans changement

4°) Outre l'assistance d'un conseil, le contribuable bénéficie des garanties suivantes :

a- Les agents habilités à procéder à des vérifications de comptabilités doivent être assermentés et porteurs de leurs commissions.

Lorsqu'une vérification de comptabilité ou une procédure de redressement requiert des connaissances techniques particulières, l'Administration peut faire appel aux conseils techniques d'experts mandatés par le Directeur Général des Impôts.

L'administration fiscale peut également, dans le cadre de l'exercice de son droit de contrôle, intervenir conjointement avec l'administration douanière ou faire appel à des experts internationaux dans le cadre des accords dont le Bénin est partie.

Le reste sans changement.

SECTION IV BIS : LE DROIT D'ENQUETE

Article 1095 nouveau 2 :

Le droit d'enquête est une procédure administrative destinée à rechercher les manquements aux règles et obligations de facturation auxquelles sont tenus les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et aux autres impôts et taxes indirects. Le droit d'enquête est une procédure distincte des procédures de contrôle de l'impôt et permet à l'Administration d'intervenir de manière inopinée chez un assujetti.

SECTION V : DROIT DE COMMUNICATION, DE VISITE, D'INVESTIGATION ET DE SAISIE AUPRES DES ENTREPRISES PRIVEES

Article 1096 nouveau :

Alinéas 1 à 4 : sans changement

Alinéa 5 : Lorsqu'il existe des présomptions qu'un contribuable se soustrait, par des manœuvres frauduleuses, à l'établissement ou au paiement de l'impôt, les agents des impôts ayant au moins le grade d'inspecteur habilités par le directeur général des Impôts à rechercher les motifs de ces agissements, sont autorisés, accompagnés d'un officier de police judiciaire, sur simple présentation de leur commission, à effectuer des visites ou des investigations dans les locaux professionnels ou d'habitation où les pièces et documents s'y rapportant sont susceptibles d'être détenues et procéder à leur saisie.

Les interventions ne peuvent être entamées ni avant six (06) heures, ni après vingt et une (21) heures. Elles peuvent, à titre exceptionnel et sur autorisation expresse du directeur général des Impôts se dérouler à n'importe quelle heure.

Alinéa 6 : Sans changement

Alinéa 7 : Au terme de l'intervention, un procès-verbal est dressé et signé par les agents des Impôts et par le contribuable ou son représentant. Le procès-verbal mentionne les conclusions de l'opération et les documents éventuels emportés. En cas de refus de signer, mention en est faite au procès-verbal dont l'original est remis au contribuable ou à son représentant ou à la personne ayant assisté au déroulement de l'intervention. En cas de refus de réceptionner, mention en est faite au procès-verbal.

Alinéa 8 : sans changement.

SECTION VI : PENALITES ET AMENDES FISCALES APPLICABLES AUX IMPOTS

ET TAXES DES TITRES I ET II DU PREMIER LIVRE

1. Pénalités de retard

b. Insuffisance de déclaration

Article 1096 ter :

b.1 à b.2 : Sans changement

b.3. Les réductions ou annulations de crédit de TVA déclaré suite à un contrôle fiscal, entraînent l'application d'une amende fiscale égale à 25% du montant du crédit réduit ou annulé.

Cette amende est portée à 80% en cas de réduction ou annulation de crédit de TVA

remboursé.

2- Amendes fiscales

Article 1096 quater :

a. Une amende fiscale de cent mille (100 000) francs est applicable à :

a.1. Sans changement ;

a.2. tout contribuable qui n'a pas souscrit ou a souscrit hors délai la déclaration prévue à l'article 251 et au point 3 de l'article 1018 du présent Code.

Cette amende est portée à deux cent mille (200.000) francs en cas de défaut de souscription de ladite déclaration dans un délai de trente (30) jours suivant une mise en demeure ;

a.3. sans changement

b. à i : sans changement

j-1. Toute personne soumise à l'obligation d'utiliser les machines électroniques certifiées de facturation, qui vend des biens et des services sans délivrer une facture normalisée établie dans les conditions définies à l'article 162 bis du CGI, est passible d'une amende égale à dix (10) fois le montant non facturé. Le montant de l'amende ne peut en aucun cas, être inférieur à un million (1 000 000) de francs CFA par facture non-délivrée.

j-2. En cas de récidive, le montant de l'amende est égal à vingt (20) fois le montant pour lequel la facture normalisée n'a pas été délivrée, avec un minimum de deux millions (2 000 000) de francs par facture non délivrée. Dans ce cas, l'amende est appliquée cumulativement avec une fermeture administrative de trois (3) mois.

La fermeture administrative devient définitive si l'entreprise récidive une deuxième fois.

Lorsqu'il s'agit d'une entreprise dont les dirigeants sont de nationalité étrangère, l'interdiction de séjour en République du Bénin est faite à ces dirigeants cumulativement avec les sanctions ci-dessus visées.

La procédure d'interdiction de séjour est mise en œuvre sur demande du Ministre chargé des Finances.

j-3. Les sanctions prévues aux points 1 et 2 ci-dessus sont également applicables à toute personne qui :

- fait une transaction et délivre une facture normalisée de valeur ou de quantité minorée ;

- cause un dysfonctionnement à la Machine électronique certifiée de facturation ou au système de facturation électronique.

Elles ne font obstacle ni au paiement de la TVA éludée, ni aux poursuites pénales contre le contribuable concerné.

k : Sans changement

l-

1. Le défaut de dépôt ou le dépôt incomplet, dans le délai prévu, de la déclaration annuelle des prix de transfert mentionnée à l'article 34 du présent Code entraîne l'application d'une amende de dix millions (10.000.000) de francs ;
2. le défaut de réponse ou la réponse incomplète à la mise en demeure prévue aux articles 1085 ter-2 et 1085 ter-2 bis du présent Code entraîne l'application pour chaque exercice vérifié, d'une amende égale à 0,5% du montant des transactions concernées par les documents ou compléments qui n'ont pas été mis à la disposition de l'Administration après mise en demeure. Le montant de cette amende ne peut être inférieur à dix millions (10.000.000) de francs par exercice.

m. Tout retard, omission ou inexactitude constaté dans la communication des renseignements visés à l'article 1101 du présent Code est sanctionné par une amende fiscale de cent mille (100 000) francs augmentée de cinquante mille (50 000) francs par mois ou par fraction de mois de retard.

n. Le défaut de production, ou la production d'une manière incomplète ou inexacte, dans le délai prescrit, de la déclaration mentionnée à l'article 1085 ter-2 ter du présent Code, entraîne l'application d'une amende égale à dix millions (10.000.000) de francs.

Section VII : CONTROLE DES REVENUS MOBILIERS

Article 1101

- 1- Les administrations publiques, les établissements ou organismes soumis au contrôle de l'autorité administrative et toute personne physique ou morale, domiciliées ou établies en République du Bénin, qui reçoivent habituellement

en dépôt des valeurs mobilières, titres ou espèces doivent déclarer à l'administration des impôts l'ouverture, la clôture et la modification des comptes de toute nature qu'ils gèrent.

- 2- Les déclarations d'ouverture, de clôture ou de modification de comptes sont établies sur un fichier électronique dont le format est communiqué par l'Administration. Elles doivent comporter les renseignements suivants :
 - la désignation et l'adresse de l'établissement qui gère le compte ;
 - la désignation du compte, numéro, nature, type et caractéristique ;
 - la date et la nature de l'opération déclarée : ouverture, clôture ou modification en distinguant si celle-ci affecte le compte lui-même ou son titulaire ;
 - pour les personnes physiques, leur nom, prénoms, date et lieu de naissance, numéro IFU et adresse ;
 - pour les personnes morales, leur dénomination ou raison sociale, forme juridique, numéro IFU et adresse.
- 3- Les déclarations d'ouverture, de modification et de clôture de comptes par les établissements, organismes, personnes physiques ou morales, qui gèrent ces comptes sont souscrites dans les dix (10) premiers jours du mois qui suit celui de l'ouverture, de la clôture ou de la modification.
- 4- Chaque année, avant le 1^{er} février, les établissements visés au point 1 ci-dessus sont tenus d'adresser, par fichier électronique, à l'administration des Impôts, le relevé des coupons portés au cours de l'année précédente au crédit des titulaires des comptes de dépôt de titres, valeurs ou espèces, comptes d'avances, comptes courants ou autres.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux compagnies d'assurance et aux sociétés de gestion et d'intermédiation.

LIVRE TROISIEME
ROLES, RECLAMATIONS
DEGREVEMENTS ET RECOUVREMENT
TITRE III
RECOUVREMENT

CHAPITRE PREMIER : EXIGIBILITE DE L'IMPOT

Section II : Dispositions applicables à l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés

Article 1119 :

Les retenues mensuelles effectuées au titre de l'impôt sur le revenu sur les sommes versées aux salariés sont libératoires mais ne dispensent pas ces contribuables de la déclaration annuelle de revenu qui doit être accompagnée d'un bulletin individuel établi et certifié par l'employeur indiquant le montant de chacune des retenues effectuées au titre de l'année civile précédente au titre de l'impôt sur le revenu.

CHAPITRE III : OBLIGATIONS DES TIERS ET PRIVILEGE DU TRESOR EN MATIERE D'IMPÔTS

Article 1134 :

Tous fermiers ou locataires sont tenus de payer, en l'acquit des propriétaires, la taxe foncière unique pour les biens qu'ils auront pris à la ferme ou à loyer et les propriétaires sont obligés de recevoir les quittances de cette taxe à valoir sur le prix des fermages ou loyers.